

Subject Files Regarding Organization
Structure and Responsibilities

C /ORG/134/1/4 - Statements by the Attorney-General

27/10/1960 - 20/11/1964

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNARCHIVES

SERIES	<u>5-0730</u>
BOX	<u>13</u>
FILE	<u>8</u>
ACC.	DAG 13/1-6.1-0

ROUTING SLIP

TO

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Semois

~~Mr. Khieri - 5D~~

~~Mr. Boskovic - 6D~~

~~Mr. Morand - 6C~~

~~Mr. DuChaxel - 7C~~

~~Mr. Guibbert - 4C~~

Miss STRANG

Royal

6C

262

DATE

FROM

18 Jan.

G. Strang

ROUTING SLIP

TO

APPROVAL	NOTE AND RETURN
NAME, PLEASE	YOUR COMMENTS
SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Mr. Angehrn - 210

~~Dr. Bellerive - 220~~

~~Mr. Laurent - 332~~

~~Mr. Gavin - 342~~

DATE

FROM

3 Jan.

G. Strang

C/ORG 130/1/4

DECLARATION FAITE PAR LE SECRETAIRE GENERAL A LA 958ème

SEANCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE LE MARDI

20 DECEMBRE 1960

De même que le Conseil de sécurité tout récemment, l'Assemblée générale n'a pu maintenant, après un long débat, prendre une décision positive sur le problème du Congo, décision qui aurait eu pour effet de préciser à nouveau les tâches de l'Organisation qui ont été précédemment définies.

L'aspect le plus sérieux de ce double échec est qu'il révèle la division qui prévaut au sein de l'Organisation sur ce problème d'une importance vitale.

Naturellement, l'opération se poursuivra conformément aux décisions précédentes, avec toute l'énergie nécessaire, dans les limites du droit et avec un ajustement, selon notre meilleure compréhension de notre mandat, aux besoins et avec les objectifs qui, en dépit de tout - je le crois - demeurent communs au moins à la vaste majorité des Etats Membres.

Cependant, le résultat de ce débat, tel qu'il se présente, ne nous a pas donné l'appui politique ou moral que l'opération requiert.

Puis-je espérer qu'en dépit de la division de l'opinion, les représentants de l'Organisation pourront compter sur la bonne collaboration qu'ils ont reçue dans le passé, de la part des pays qui se sont montrés disposés à partager la responsabilité en la matière et que ces mêmes pays, en collaboration, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des Nations Unies, nous aideront à résoudre le problème d'une façon qui reflète pleinement le caractère sérieux de la situation, nous fourniront les moyens nécessaires et feront tout ce qui est en leur pouvoir pour neutraliser l'effet de l'échec dont nous pourrions avoir souffert.

Une chose doit encore être dite avec fermeté: les résolutions précédentes sur le Congo demeurent pleinement valables, de même que toutes les obligations qu'elles ont imposées à tous les Etats Membres. Ceci est particulièrement important d'un point de vue rétrospectif ainsi que pour l'avenir en ce sens que, conformément à la décision prise par l'Assemblée générale le 20 septembre 1960, aucune action bilatérale ne saurait être prise.

Déclaration faite par le Secrétaire-
Général à la 957^{ème} séance de l'Assemblée
Générale en date du 19 décembre 1960

Dans ma déclaration à l'Assemblée générale, samedi après-midi, j'ai dit que les forces des Nations Unies et leurs opérations devraient peut-être être interrompues, soit en raison des événements politiques dans le pays même et aux environs, soit en raison de retraits d'envergure telle que le reste des forces n'aurait plus d'efficacité. Antérieurement, au Conseil de sécurité, j'avais bien indiqué le risque grave qu'un retrait des Nations Unies, à cette heure, mène à une situation analogue à celle de la guerre d'Espagne. J'ai déjà dit, à l'Assemblée générale, qu'un retrait signifierait en même temps une liquidation de l'opération civile des Nations Unies.

Avant que l'Assemblée générale ne passe au vote sur les projets qui lui sont soumis, et termine ensuite ses travaux, nous privant de la possibilité de faire de nouvelles suggestions à l'Assemblée qui pourraient être nécessaires en raison de l'évolution de la situation au Congo dans un proche avenir, je crois devoir développer un aspect de la situation dans laquelle je pourrais me voir obligé de suggérer un retrait des forces des Nations Unies. Vous m'excuserez, Monsieur le Président, d'alourdir la discussion de cette Assemblée par ces observations, mais la question me semble si importante qu'elle justifie cette nouvelle intervention de ma part. Je vous assure qu'elle sera brève.

Au Conseil de sécurité, comme je l'ai rappelé, j'ai attiré l'attention sur la possibilité, à la suite d'un retrait de la Force des Nations Unies, de la création d'une situation de guerre civile, avec l'engagement direct ou indirect de puissances extérieures, qui serait à peu près inévitable. Quid de la situation des Nations Unies si une situation telle se présentait tandis que leurs forces sont encore au Congo ? Ceci bien entendu ne peut être exclu si l'un ou l'autre côté prenait l'initiative d'une offensive en oubliant l'intérêt suprême du pays tout entier et au mépris des Nations Unies.

Une chose est évidente : c'est le devoir des Nations Unies d'essayer par tous les moyens d'empêcher semblable situation. Ce n'est là rien de nouveau; nous avons systématiquement tenté de le faire, en nous occupant surtout de mesures qui semblent avoir été prises pour renforcer les forces armées sans aide de l'extérieur. Dans nos efforts soutenus pour empêcher le risque grave que je viens de signaler, dans une situation de danger accru, reflétée dans les événements du pays, je crois qu'un mandat pour protéger les vies et les biens et pour agir en légitime défense, pourrait recevoir ce que je qualifierais "d'interprétation de crise", en permettant certaines actions préventives allant au delà de ce qui serait raisonnable et permis dans d'autres circonstances. En d'autres termes, le mandat, à moins qu'il soit précisé ou changé, demeure nécessairement ce qu'il était au début, mais sa mise en oeuvre devrait être ajustée compte tenu de la gravité de la menace que les Nations Unies essaient d'enrayer.

Cependant, les actions les plus énergiques des Nations Unies, compte tenu du mandat, même si nous élargissons ce mandat au maximum, pourraient ne pas suffire à empêcher que la situation ne devienne plus grave en devenant une guerre civile sérieuse avec les graves conséquences que j'ai déjà signalées.

Si cela se produisait, quelle devrait être alors la politique des Nations Unies ? Prendre parti serait évidemment impossible conformément aux règles générales en application, et rester à l'écart, ce qui dans d'autres conditions pourrait correspondre à l'esprit de l'opération des Nations Unies, risquerait de placer les Nations Unies et leur Force dans une situation impossible; elles auraient en quelque sorte à jouer le rôle de témoin passif devant des événements s'opposant diamétralement à ceux que l'Organisation souhaite favoriser à l'avenir.

Les Nations Unies devraient-elles alors essayer de prendre position ? Cela pourrait être la seule solution à rechercher conformément à la règle générale de non-ingérence, si l'alternative de complet pacifisme est écartée. Cette intervention est-elle possible et conforme au rôle que doit jouer l'Organisation ?

debole
Dans une situation de beaucoup moindre importance et ne présentant pas le même aspect, la Force a pu intervenir dans une certaine mesure, sur un plan local, et a pu le faire sans mettre en danger sa position fondamentale. Cependant, dans la situation envisagée ici, la possibilité de suivre une telle politique serait extrêmement mince. Presque tout acte d'intervention, dans ce cas-ci, pourrait être interprété comme une mesure prise en vue d'aider l'une ou l'autre partie, et cela non seulement sur le plan local mais sur le plan international, en raison de l'appui qui peut être donné de l'extérieur aux diverses parties en présence au Congo. Ceci constituerait également une situation impossible pour les Nations Unies. J'en conclurai que, tout comme j'ai dû exclure la prise de position ou la passivité, je prévois qu'il sera impossible pour les Nations Unies de poursuivre une politique d'intervention. Par conséquent, si une situation telle que celle que je viens de décrire se présentait, je devrais poser au Conseil de sécurité la question de savoir si la Force des Nations Unies ne devrait pas se retirer.

En d'autres termes, le problème auquel je fais allusion peut être exposé comme suit :

Les Nations Unies se sont engagées sur une base telle qu'elle donnait à l'Organisation une chance suffisante d'aider à stabiliser la situation au Congo sans devenir partie au conflit intérieur ou, ce qui serait encore beaucoup plus grave, sans devenir partie à un conflit international. Elles pouvaient ainsi compter sur de nombreuses troupes de pays neutres à un conflit mondial, neutres également aux controverses qui séparent les différents éléments au Congo.

Nous avons eu à faire face à des difficultés grandissantes, en raison de la façon dont le conflit qui divise le pays s'est développé, tout particulièrement au début septembre et à nouveau tout récemment. Nous avons eu à souffrir de ces oppositions, tout particulièrement du fait de l'intervention dans celles-ci d'autres pays, que ce soit directement ou indirectement. Il existe un point où l'exacerbation de ces conflits et le poids de l'intervention extérieure deviendraient tels que ni les pays Membres participants ni l'Organisation elle-même ne devraient continuer leur action, car celle-ci ne contribuerait que peu à l'amélioration de la situation mais risquerait au contraire de compromettre la position à la fois des nations participantes et de l'Organisation dans son ensemble.

A mon avis, nous n'en sommes pas encore là, mais nous pourrions fort bien y parvenir si des mesures irréfléchies étaient prises, sur le plan national ou international. L'on devrait bien comprendre que le résultat de semblables mesures pourrait être la décision du Conseil de sécurité de retirer la Force des Nations Unies, ce qui aurait pour résultat de modifier de façon fondamentale la position des éléments en présence dans le pays, qui avaient pensé qu'ils pouvaient aller tranquillement de l'avant à l'ombre de l'Organisation.

J'espère cependant qu'une telle crise ne se déclarera pas, car elle signifierait l'échec d'un vaste effort tendant à maintenir l'Afrique hors de la guerre froide sous ses formes les plus aiguës, ainsi que l'échec de stabilisation de la situation au Congo par les moyens que la Charte met à la disposition de l'Organisation. Tout devrait être fait par l'Organisation et par ses représentants pour éviter une crise semblable, mais si nos efforts devaient être vains, il serait préférable pour l'avenir de cette Organisation de voir la situation en face et d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

J'ai à maintes reprises fait allusion à la nécessité qu'il y aurait d'un partage des responsabilités entre les représentants des principaux organes et le Secrétaire général. J'espère que chacun comprendra que, dans les circonstances actuelles, des décisions de la nature de celles que nous devons prendre quotidiennement, notamment des décisions de la sorte de celles qui pourraient nous être imposées par une crise telle que celle que j'ai signalée comme étant possible, dépassent ce qui, raisonnablement, peut charger les épaules d'un seul homme et de ses collaborateurs. Si ma suggestion restait sans écho, je serais obligés, à mon grand regret, de ne continuer à compter que sur le Comité consultatif qui, malgré sa grande compétence, n'a malgré tout qu'un pouvoir limité. Je rechercherais naturellement l'assistance, en particulier, des représentants du Comité qui se sont rendus ou se rendront au Congo.

En conclusion, je voudrais rappeler à l'Assemblée ce que j'ai déjà dit au sujet de la manière dont j'envisage l'avenir du Congo, si les circonstances permettent à nos amis congolais et à nous-mêmes de continuer notre oeuvre dans la paix. Il est évident que si je ne reçois pas d'autres directives de l'Assemblée, j'espère qu'il sera entendu que ces vues seront celles que j'essaierai de mettre en oeuvre, compte tenu des limites de nos ressources.

DECLARATION FAITE PAR LE SECRETAIRE GENERAL
A LA 953ème SEANCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE
LE SAMEDI 17 DECEMBRE 1960

Le point de l'ordre du jour auquel se rapporte ce débat est intitulé : "La situation dans la République du Congo". Nul doute que, pour certains, le véritable problème pourrait plus volontiers s'appeler : "La situation aux Nations Unies".

La discussion de cette question a commencé en septembre dernier, durant le débat général; depuis, elle s'est poursuivie, ouvertement ou non, dans tous les organes des Nations Unies au Siège même. Les interventions sur cette question ont eu recours à des méthodes nouvelles aux Nations Unies et donné à la discussion une signification qui allait au-delà des problèmes sous-jacents à la structure administrative de l'Organisation ou à l'influence relative de tel ou tel groupe. Au point que beaucoup ont été tentés de se demander si les faits, la vérité ou le droit comptaient encore, s'il était encore possible de ne pas se départir de certaines règles fondamentales de la vie parlementaire, dans la forme comme dans le fond.

Des questions peuvent être posées au sujet de l'intégrité intellectuelle de la discussion. Cela signifie que nous sommes en présence d'une grande menace à cette Organisation et à ses statuts. Que cela me convienne ou non, je crois qu'il est de mon devoir d'exprimer mon inquiétude. Pour des raisons expliquées aux Membres de l'Assemblée en septembre, un effort concerté et constant a été fait dans le but de créer des conditions permettant un changement radical de la structure administrative de l'Organisation et, dans ce but, de corroder la confiance que peuvent avoir les Membres à l'égard de l'intégrité du Secrétariat.

On a essayé tous les arguments. Il serait vain d'essayer de dresser un catalogue de toutes les présentations erronées des faits que les membres ont dû entendre, de toutes les exigences auxquelles il n'est pas possible de donner suite, de toutes les propositions dont les auteurs ne voudraient pas partager la responsabilité, de toutes les déformations des actes des représentants de l'Organisation. Cependant si on ne dresse pas un tel catalogue, et si je ne reprends pas point par point chaque idée, on vous dira sans doute encore que ces critiques dirigées contre le Secrétariat sont justes puisque je ne les ai pas contredites.

Malgré cela, je ne répéterai pas ce que j'ai déjà dit sur la plupart des points mentionnés, quoique les attaques à l'égard desquelles mes observations constituent une réponse aient été renouvelées au cours du débat, dans l'espoir évident que leur répétition les rendrait convaincantes. Je me bornerai à quelques points qui me semblent constituer des innovations.

Le représentant de l'Union soviétique a dit dans son intervention d'hier que le Secrétaire général avait agi contre l'exigence de convoquer le Parlement congolais et qu'il avait même maintenant quelques doutes quant à la légalité de cet organe. Le représentant n'a pas de raison de dire cela. Les faits sont les suivants. J'ai travaillé constamment en vue du rétablissement du Parlement - la faible base que M. Zorine peut peut-être invoquer à l'appui de cette deuxième thèse, c'est que j'ai dit au Conseil de sécurité que nous, Nations Unies, ne pouvions nous-mêmes convoquer le Parlement, et que les forces armées ne pouvaient non plus prêter main forte aux autorités au pouvoir pour convoquer le Parlement.

En outre, le représentant de l'Union soviétique a dit à l'Assemblée générale que j'avais agi contre la Commission de conciliation. Heureusement, à cet égard les procès-verbaux sténographiques des séances du Comité consultatif sont là, et les dix-huit membres du Comité sont présents à cette Assemblée. Les comptes rendus montrent et les Membres peuvent le dire, qu'il n'y a aucune base à ce qu'a dit M. Zorine. Mais cela ne suffit pas. Cela a été dit et si je ne réfute pas ce qui a été dit, ce sera sans doute accepté comme vrai. Même si je prenais le temps de l'Assemblée en procédant à une réfutation détaillée, je suis sûr que nous entendrions bientôt ces mêmes allégations.

Ce qui est encore plus révélateur que la déclaration à laquelle je viens de faire allusion, en tant qu'exemple de la manière dont la question du Congo est maintenant discutée par un certain groupe, c'est la déclaration du représentant de la Hongrie que nous avons entendue hier. Il y a sans doute d'autres exemples, mais avec la permission des membres, j'aimerais consacrer une attention particulière à cette intervention.

Laissez-moi commencer par une citation extraite du discours que M. Peter a prononcé hier - citation à laquelle je pense qu'un certain nombre de Membres auront consacré l'attention qu'elle mérite. Le représentant a dit :

"Se plaçant à un point de vue moral et humain, il est impossible de comprendre quels motifs psychologiques ont pu inciter une personne à adopter une attitude qui ne décèle aucun retour sur soi-même en présence d'une situation aussi grave suscitée partiellement ou entièrement par des mesures prises sous ses ordres;" (A/PV.950, pages 66 et 67)

Il me semble que le représentant croit que nous sommes arrivés à un stade d'un certain rite moderne où doit intervenir la confession, suivie de repentir et de punition.

Ayant ainsi manifesté son inquiétude à l'égard de ma prétendue répugnance à évaluer les actions du Secrétariat, le représentant de la Hongrie a désiré m'aider et a présenté huit points indiquant nos graves omissions. Je vais les répéter et les commenter les uns après les autres.

Premièrement, le représentant de la Hongrie a dit qu'au début le Secrétaire général n'avait pas, dans cette première proposition au Conseil de sécurité, précisé le but et les limites de la responsabilité qu'il endossait à l'égard de l'opération militaire effectuée au Congo. Puis-je rappeler au représentant le fait que je n'ai pas demandé de pouvoirs. La responsabilité m'a été confiée par le Conseil de sécurité, qui avait probablement formé lui-même une idée de ce qu'on attendait, et certainement était capable de l'exprimer. Permettez-moi en outre de lui rappeler le fait que ce sont ces points précisément qui ont prêté à controverse plus tard - par exemple la non-intervention et la limitation de l'opération militaire à la légitime défense - qui ont été bien précisés par moi dans mon premier exposé du problème le 13 juillet et, plus tard, dans le premier rapport le même mois. Le Conseil de sécurité a agi en connaissance des faits; il a donc par là-même approuvé les principes que j'avais précisés puisqu'il a formellement approuvé mon rapport. Le premier point soulevé par le représentant de la Hongrie n'a donc pas de fond pour ceux qui se reportent à l'historique de cette affaire.

Deuxièmement, le représentant de la Hongrie a dit que le Secrétaire général, lorsqu'il fut censé avoir compris que les mesures envisagées à l'origine ne répondaient pas à la situation, n'a pas fait rapport au Conseil de sécurité et n'a pas demandé d'instructions nouvelles. Je crois que les membres du Conseil de sécurité peuvent confirmer que c'est exactement l'inverse qui s'est produit et qu'à tout moment de doute pendant les phases décisives de cette opération, j'ai renvoyé la question au Conseil de sécurité pour examen.

Troisièmement, on a dit que je n'avais pas informé M. Kasa-Vubu au début de septembre que les Nations Unies ne pourraient plus fournir leur assistance, à moins que la constitution ne soit observée, et que je n'ai pas informé le Conseil de sécurité de la situation entièrement nouvelle résultant de ce que faisait alors M. Kasa-Vubu. Assurément, le représentant se rend compte que le Secrétaire général n'a pas le droit de menacer de cesser une opération décidée par le Conseil de sécurité. Assurément, le représentant se rappelle aussi que M. Kasa-Vubu a agi le 5 septembre et que j'ai fait un rapport écrit et oral sur la situation au cours de la même semaine. Toutefois, comme cela ne cadre pas avec la situation, on l'oublie dans l'espoir sans doute que personne n'y pensera.

Quatrièmement, le Secrétaire général a manqué de se conformer à l'Article 99 de la Charte puisqu'il n'a pas pris l'initiative de convoquer des réunions de l'Assemblée générale ou du Conseil de sécurité alors que la situation devenait de plus en plus dangereuse. Je n'entamerai pas de discussion constitutionnelle avec le représentant, mais il a présenté une nouvelle interprétation de l'Article 99, spécialement en ce qui concerne la situation telle qu'elle se présente lorsque l'Assemblée générale siège, oubliant que l'initiative du Secrétaire général est subsidiaire et que son devoir en vertu de l'Article 99, dans la situation actuelle, a été respecté lorsque, au moyen de rapports et de documents, il a fourni aux Membres tous les faits et leur a donné la possibilité de juger par eux-mêmes.

Cinquièmement, on a dit que le Secrétaire général n'avait pas signalé dans son rapport, en temps opportun, plusieurs aspects importants de la situation, et à titre d'exemple - le seul cité - on a dit qu'il n'avait fait rapport qu'à la dernière réunion du Conseil de sécurité sur le fait que dans le Kasai sud deux cents personnes environ meurent de faim chaque jour. Si le représentant m'avait interrogé avant de faire sa déclaration, j'aurais pu lui dire que cette nouvelle troublante était parvenue le jour même où elle a fait l'objet d'un rapport au Conseil de sécurité.

Sixièmement, on a dit que le Secrétaire général n'avait pas demandé les éclaircissements nécessaires au sujet de son mandat et qu'il était ainsi devenu une sorte d'organe autonome des Nations Unies, se plaçant au-dessus des organes légitimes. Je dois renvoyer les délégations au compte rendu et à ce que j'ai dit à ce sujet au point 2 : ce n'est pas exact.

Septièmement, on a dit que j'avais négligé de consulter les Etats Membres des Nations Unies qui avaient assumé des responsabilités au Congo en fournissant des unités militaires. Se pourrait-il que le représentant ignore que tous ces gouvernements Membres sont représentés au Comité consultatif, qui s'est réuni au moins une fois par semaine et au sein duquel jusqu'à présent - avec une seule exception - il y a toujours eu accord sur toutes les mesures à prendre et où chacun a pu soulever toute question qu'il désirait. La seule exception en cela a été lorsque, au cours de la dernière séance, le représentant de la Guinée s'est opposé à ce que l'on envoie une avant-garde de la Commission de conciliation au Congo.

Le huitième et dernier point était que je demande aux Etats Membres de continuer ce qui a été entrepris et de partager ainsi la responsabilité d'une situation qui serait due principalement aux échecs du Secrétariat. Si je ne leur avais pas demandé de poursuivre l'action, on m'accuserait - à juste titre - d'une omission.

Ce qui est intéressant, dans ces huit points énumérant les péchés d'omission et de commission que j'aurais commis, est moins leur absence de fondement que le fait qu'ils excluent, implicitement, jusqu'à la possibilité d'une responsabilité quelconque du Conseil de sécurité et de ses membres, ou de l'Assemblée générale et de ses membres, ou de quiconque au Congo. Tout est déposé sur le seuil du Secrétariat. On s'est si bien concentré sur mes activités que, à certains moments, même les impérialistes et les colonialistes semblent s'effacer du tableau. Pourquoi?

Ceux qui se rappellent ce qui fut dit dans cette salle en septembre et au début d'octobre, et qui ont suivi les interventions d'un certain groupe de pays tout au long de cette Assemblée générale - résultat d'une opération entamée lors du débat général - connaissent la réponse à cette interrogation. Comme je n'ai pas voulu paver la voie aux réformes du Secrétariat désirées par certaines et comme je n'ai pas démissionné d'une "manière chevaleresque" en quelque sorte, il faut parvenir au résultat recherché par des moyens dont le moindre défaut est certes de n'être pas chevaleresques non plus. J'ai dit, au début,

que ce débat était considéré par certains comme intéressant avant tout les Nations Unies en tant que telles. La vérité de cette assertion ressort clairement de certains des arguments utilisés ici et que je viens de rappeler.

Indépendamment des points que j'ai cru nécessaire de relever, et sur un autre niveau, on peut illustrer la tendance du débat actuel au moyen des questions qui me sont ouvertement ou implicitement adressées quant à la manière dont j'envisage les nécessités actuelles de l'action des Nations Unies pour parvenir à ce qui, depuis le début et tout au long de l'opération, a été l'objectif à la recherche duquel l'Organisation a désiré contribuer, à savoir l'établissement de conditions politiques stables et pacifiques au Congo, l'intégrité de ce pays étant sauvegardée contre toutes actions de l'extérieur - quelle qu'en soit la source - et sa souveraineté étant respectée par le fait que toute aide donnée doit être subordonnée aux désirs des autorités congolaises. Affirmer et réaffirmer cet objectif, sous une forme plus ou moins détaillée et en donnant des indications plus ou moins précises sur tel ou tel aspect du problème, ne revient nullement à indiquer la manière dont l'objectif doit être atteint et ne fournit pas non plus les moyens d'y parvenir. Les distinctions suivantes doivent être faites :

Premièrement, en ce qui concerne l'objectif, personne n'a marqué d'opposition lorsque je l'ai défini à nouveau devant cette Assemblée. Cependant, certains ont, d'une manière ou d'une autre, agi de telle sorte que les possibilités de parvenir à cet objectif en étaient menacées. Ceci est vrai de certaines parties tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du Congo. On peut se demander si ceux qui ont agi ainsi l'ont fait de propos délibéré, avec à l'esprit des objectifs qui leur sont propres.

Deuxièmement, cet objectif étant posé, les Nations Unies ont décidé de donner une certaine assistance militaire et civile à la République du Congo, et le Secrétaire général a été chargé de la responsabilité d'exécuter cette décision. Le mandat des représentants des Nations Unies a été de travailler dans ce sens, dans les limites juridiques définies par la Charte ainsi que par les décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, et dans la mesure rendue possible par les moyens mis à la disposition de l'organe exécutif. Ce mandat n'a certainement jamais été interprété comme recherchant cet objectif sans tenir aucun compte des limites juridiques assorties aux actions des Nations Unies, ainsi que sans tenir aucun compte de la légitimité des moyens utilisés.

Troisièmement, en ce qui concerne ces moyens, l'instrument principal mis à disposition a été la Force des Nations Unies créée par le Conseil de sécurité, sans référence explicite aux Articles 39 et 40, et, a fortiori, sans fonder cette Force sur les Articles 41 ou 42. Comme j'ai précisé ce point, tant pour ce qui était du fond que de la forme, devant le Conseil de sécurité, et cela lors d'une des premières phases, il ne peut pas y avoir le moindre malentendu à cet égard. Il en découle - et ceci a été relevé tout au début de l'opération et approuvé par le Conseil de sécurité - que la Force n'était pas

autorisée à entreprendre une action militaire sauf en cas de légitime défense ou encore pour protéger des vies ou des biens, et qu'elle ne pouvait être utilisée comme un instrument pour amener des solutions aux problèmes intérieurs, qu'ils fussent politiques, constitutionnels ou autres.

La discussion du principe qui a caractérisé le développement de cette question, ici, aux Nations Unies, a eu tendance à confondre l'objectif avec le mandat, et aussi à interpréter à nouveau le problème des moyens à la lumière du mandat, sans tenir compte des considérations juridiques. C'est la raison pour laquelle, au cours des séances les plus récentes du Conseil de sécurité, j'ai demandé une précision de l'interprétation du Conseil quant au mandat, et la mise à disposition de moyens correspondant à ce mandat, dans le cas où le Conseil estimerait que le mandat devrait être élargi au-delà des limites que j'ai mentionnées plus haut et que les moyens actuels autorisent. Dans ce contexte, j'ai rappelé au Conseil qu'une semblable précision et qu'un élargissement possible du mandat et des moyens devraient rester strictement dans les limites fixées par la Charte. J'ajoutais qu'il serait à mon sens juste que le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale partage, sous une forme appropriée, la responsabilité de la mise en vigueur jour après jour du mandat, ainsi, évidemment, que la responsabilité des décisions relatives à l'utilisation des moyens. Ainsi, je n'ai pas moi-même demandé un élargissement du mandat ou réclamé des moyens nouveaux, mais j'ai prié le Conseil de faire disparaître les ambiguïtés qui sont intervenues, et surtout lors de la discussion autour de la table du Conseil. Le seul point nouveau que j'aie moi-même soulevé était la suggestion relative à un partage approprié des responsabilités, et j'ai été encouragé de noter que cette idée était reprise par le Ministre des affaires étrangères de la République arabe unie.

Si je n'ai pas demandé un élargissement du mandat ou l'adoption de moyens nouveaux, c'était parce que je ne pensais pas que, dans les limites fixées par la Charte, c'est ainsi que le problème actuel du Congo pourrait être résolu. Et ceci pour deux raisons : premièrement, je repousse tout ce qui pourrait revenir à exercer un quelconque contrôle sur les affaires intérieures du Congo ou à donner des directives quelconques. A cet égard, je note avec surprise que les propositions faites dans ce sens émanent de sources africaines hautement autorisées. Deuxièmement, je ne pense pas que ce soit en recourant à l'initiative militaire, ou en exerçant des pressions, que l'on pourra établir la structure politique - qu'il s'agisse de personnes ou d'institutions - qui représente actuellement le besoin premier du Congo. Les Nations Unies peuvent apporter leur aide dans ce sens, mais sous la forme de moyens politiques et diplomatiques normaux de persuasion et de conseil, et non pas en recourant à la force ou à l'intimidation.

De même, des moyens élargis du genre de ceux que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale peuvent décider, ne peuvent pas non plus résoudre les problèmes soulevés par certaines formes d'appui ou d'intervention extérieurs, bien qu'une solution à cet égard, et en

particulier pour ce qui est de la question de l'appui à l'armée nationale congolaise, soit probablement vitale pour ce qui est de l'avenir de la Force des Nations Unies. Toute initiative politique dans ce sens doit également être entreprise par les organes des Nations Unies sur le plan politique et par des moyens politiques. Par exemple, si l'on considère telle arrivée de techniciens comme indésirable, on peut prendre des mesures en sens contraire en cherchant à exercer une influence directe sur le pays d'où ces techniciens viennent ainsi que sur ceux qui, au Congo, ont engagé ces techniciens; mais je ne pense pas que nous ayons le droit de rompre des contrats individuels ou d'utiliser des moyens militaires pour arrêter et déporter ces personnes, en tout cas tant que nous ne sommes pas directement priés de le faire par les autorités qui auraient, sans le moindre doute, le droit de procéder à une telle action.

Ces observations quant à l'utilité d'un mandat élargi ou de moyens nouveaux ne doit pas être considéré comme une attitude négative de ma part quant aux décisions que pourrait prendre l'Assemblée générale, du point de vue moral et politique, pour renforcer la position de ses représentants dans leur effort en vue d'atteindre, par des moyens pacifiques et légaux, l'objectif que nous avons tous en commun. Au contraire, ce renforcement de position est hautement désirable, puisque l'autorité des Nations Unies a été défiée de divers côtés, bien que pour des raisons opposées. Dans le cas où cette autorité serait renforcée - et l'un des aspects de ce renforcement pourrait se traduire par le partage des responsabilités que j'ai qualifié tout à l'heure de désirable - voici, brièvement, comment j'envisagerais l'avenir :

La considération primordiale doit être, d'un côté, le retour à la constitutionnalité et, de l'autre, la réconciliation nationale. Ceci étant posé, je pense que les Nations Unies devraient exercer leur influence en faveur de la restauration du Parlement dans sa position propre au sein du système constitutionnel, en facilitant par les moyens disponibles la reprise de son activité. En liaison avec cette mesure, j'estime qu'il est nécessaire de travailler en vue de ramener l'armée à son rôle constitutionnel, c'est-à-dire en tant qu'instrument subordonné à l'exécutif national pour le maintien de la loi et de l'ordre.

Ceci - qui fait ressortir l'importance de l'élimination de l'appui extérieur, que ce soit en argent ou en hommes - montre la nécessité du rétablissement d'un gouvernement civil qui doit avoir la légitimité constitutionnelle et qui doit disposer d'une base suffisante pour être assuré d'une autorité s'exerçant à l'échelle de la nation; de plus, il faut qu'une cohésion suffisante soit obtenue par la réconciliation et le compromis entre les diverses factions et les divers dirigeants, ainsi qu'il est normal de le faire dans la vie politique.

La position-clé et la responsabilité du Chef de l'Etat dans une évolution telle que celle dont j'ai parlé sautent aux yeux, mais il ne m'appartient pas d'en dire davantage.

Naturellement, l'évolution que j'envisage exigerait le rétablissement d'un certain équilibre entre les différentes factions dans la vie politique congolaise, équilibre qui, pendant les premiers mois

Jeune

orageux, a été rompu tantôt dans un sens tantôt dans l'autre. Les tendances sécessionnistes doivent être enrayerées si nous voulons que la stabilité soit rétablie à l'avenir dans la région.

Que peuvent faire l'Organisation des Nations Unies et ses Membres pour assurer une telle évolution? Tout d'abord, c'est un devoir essentiel pour tous les Membres, ainsi que l'a déjà énoncé l'Assemblée générale dans sa résolution du 20 septembre, de s'abstenir de tout ce qui pourrait contrecarrer l'évolution souhaitée. Ceci s'applique tant aux commentaires qui ont été faits sur la situation au Congo qu'aux actions qui ont été prises relativement à diverses parties du Congo et aux actions posées au Congo même.

En second lieu, l'Assemblée générale elle-même, ainsi que je l'ai dit, peut par différents moyens renforcer l'autorité de l'Organisation et aider au progrès dans la direction désirée, mais pour des raisons déjà mentionnées, je ne crois pas que nous puissions le faire par la prise de mesures concrètes qui, quelle que soit leur légalité, constitueraient une ingérence directe et signifieraient l'imposition par la force de telle solution spécifique en faveur de telle ou telle personne ou de tel ou tel parti. C'est pourquoi une décision formelle de l'Assemblée devrait, pour une large part, représenter un effort en vue de donner des conseils et de servir de guide, par l'expression de l'opinion mondiale, en ce qui concerne les différents éléments qui semblent être nécessaires en tant que faisant partie d'une situation correspondant au but final de l'Organisation.

En troisième lieu, les Membres de l'Assemblée savent que le Bureau de la Commission de conciliation est parti pour Léopoldville. Je crois fermement en leur capacité, et plus tard en la capacité de la Commission elle-même, d'apporter leur aide afin de réaliser les buts de l'Organisation. Naturellement, je fais et ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour atteindre ce même but, mais la contribution de la Commission et de ses éclaireurs est un élément nouveau et important dans notre oeuvre d'assistance.

Je crois qu'il serait bon également que je dise un mot au sujet de l'opération civile.

On a fait allusion aux besoins d'assistance du Gouvernement congolais dans le domaine civil et à la nécessité de faire passer toute assistance technique par le canal des Nations Unies. A cet égard, la demande du retrait des civils belges a été exprimée avec force. Ceux qui ont lu les différents rapports que j'ai faits sur les opérations au Congo se rappelleront certainement qu'à maintes reprises j'ai insisté pour que le personnel envoyé au Congo le soit par l'entremise des agences des Nations Unies et que j'ai attiré l'attention sur le fait qu'une aide unilatérale et à caractère de compétition pouvait avoir les conséquences les plus désastreuses.

Il peut être utile de vous donner un certain nombre de statistiques qui permettront de placer ce problème dans sa perspective juste.

Avant l'indépendance, plus de 7.000 Belges faisaient partie de l'administration du Congo; la plupart d'entre eux ont quitté le pays après les événements du début de juillet. Une estimation des besoins du Gouvernement congolais en personnel non congolais de la même catégorie, donnée récemment par M. Gardiner, un citoyen ghanéen qui avait été détaché pendant quelque temps de la Commission économique pour l'Afrique à Léopoldville, indique que le nombre des Belges employés était élevé et qu'environ 1.800 personnes non congolaises seraient nécessaires pour aider les Congolais à diriger leurs propres affaires jusqu'à ce qu'ils soient eux-mêmes formés. La majorité de ces 1.800 personnes appartient à la catégorie des techniciens, mais environ 10 pour 100 du personnel requis soit approximativement 180 personnes, devraient être nommés à des postes considérés comme des postes de direction, qui ne pourraient être occupés que par des personnes d'une impartialité et d'une intégrité incontestables, prêtes à servir les intérêts d'un Congo indépendant et de lui seul.

Sur ces 1.800 postes, une fraction seulement a pu être pourvue. Les Nations Unies ont envoyé 233 techniciens, y compris 76 personnes appartenant à la Croix-Rouge et on estime que les techniciens belges ne sont pas plus de 320; en tout pas plus de 970 personnes. Il est impossible à l'heure actuelle d'avoir maintenant des chiffres plus précis. Il est plus difficile encore de dire le nombre de Belges qui occupent des postes de direction. Le personnel recruté par les Nations Unies pour les postes de ce niveau se monte à 25 personnes.

Il est bien évident que le manque de personnel technique a une sérieuse influence sur la **crise** politique au Congo. Il est encore plus évident que tant que le personnel non congolais occupant les postes de direction ne sera pas exclusivement occupé de la défense des intérêts du Congo, la crise politique ne pourra aller qu'en s'aggravant. Je n'ai pas besoin de répéter ici ma conviction profonde que la contribution des Nations Unies pourrait être de la plus haute importance, à condition que l'Organisation soit prête à assurer, temporairement tout au moins, par l'intermédiaire du Fonds pour le Congo et par d'autres moyens, la responsabilité de l'application du programme civil entrepris. Il ne suffit pas, de toute évidence, de demander le retrait des techniciens fournis en dehors du cadre des Nations Unies, si aucune mesure n'est suggérée sur la façon pour les Nations Unies de combler les lacunes créées par de tels retraits.

Même la modeste opération civile que la situation au Congo a rendue possible jusqu'à présent ne pourrait pas être maintenue dans le pays si la protection de la vie et des biens des gens n'est pas assurée par la Force des Nations Unies. Mais la Force des Nations Unies elle-même sera peut-être dispersée, ainsi que je l'ai dit l'autre jour au Conseil de sécurité, soit en raison de l'évolution politique dans le pays ou dans ses environs, soit à la suite de retraits d'une importance telle qu'ils rendraient la force restante inopérante. Ainsi, une solution stable et raisonnable aux problèmes domestiques du Congo,

l'attitude des Etats Membres à l'égard de la Force, le maintien de la protection des vies humaines et des biens à l'intérieur du pays ainsi que le maintien de l'assistance technique d'une si grande nécessité sous les auspices des Nations Unies, forment un tout dont aucune part ne peut être retirée sans compromettre toutes les autres.

Depuis le début septembre, et plus encore depuis le moment où le débat s'est ouvert sur la représentation du Congo à l'Assemblée générale cette Assemblée a été profondément divisée. On constate la même dissension parmi le groupe des Membres africains. Aux premières étapes, l'opération au Congo jouissait de l'appui unanime du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et du groupe africain. Le changement survenu n'est pas le fait du Secrétariat. Est-il permis de négliger l'effet dangereux qu'il peut avoir sur les efforts de l'Organisation en vue d'aider le peuple congolais à trouver sa propre voie et à atteindre une position qui donne son sens réel à l'indépendance du pays?

ROUTING SLIP

TO

APPROVAL		NOTE AND RETURN
SEE ME. PLEASE		YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE		YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE		FOR ACTION

Mr. Angehrn - 210

~~Dr. Bellerive - 220~~

(3) Mr. Grun - 231

(1) ~~Mr. Laurent - 332~~

(2) ~~Mr. Gavin - 342~~

DATE

FROM

18 Jan.

G. Strang

ROUTING SLIP

TO

APPROVAL	NOTE AND RETURN
ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION :
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Dr. Linner - 250

Mr. Dumontet - 251

Mr. Balinski - 261

Mr. Halbert - 241

DATE

18 Jan.

FROM

G. Strang

C/ORG 130/1/4

DECLARATION FAITE PAR LE SECRETAIRE GENERAL A LA 920ème

SEANCE DU CONSEIL DE SECURITE LE MARDI

13 DECEMBRE 1960

Dans ma déclaration du 7 décembre, au Conseil de sécurité, j'ai dit notamment:

"Que l'on retire la Force des Nations Unies et, je le crains, tout s'écroulera à moins que, de l'extérieur, quelque chose ne vienne remplacer la Force des Nations Unies, nous ramenant ainsi, de l'assistance multilatérale dénationalisée à l'assistance bilatérale avec tout ce que cela signifie."

(S/PV.913, page 32)

J'ai déclaré - et c'était mon opinion - que les raisons internationales impératives de l'opération des Nations Unies restaient valables.

A la lumière des événements qui se sont déroulés par la suite, j'estime devoir maintenant exposer plus en détails ce que j'ai dit alors. Ce que j'ai à dire est corroboré à la fois par les rapports de l'ambassadeur Dayal et du personnel supérieur des Nations Unies qui se trouve au Congo.

Si les opérations des Nations Unies étaient, pour quelque raison que ce soit, obligées de cesser au Congo, je suis convaincu que la conséquence immédiate serait une guerre civile dégénérant en des conflits tribaux qui se déchaîneraient sans aucune contrainte. Une telle situation pourrait se poursuivre pendant des années. Cela signifierait également la désintégration complète de tout ce qui peut exister encore d'unité nationale dans ce pays et la division du pays en plusieurs fragments. La vie économique du pays, dans de telles circonstances, serait totalement paralysée. Je crois que l'on peut, à juste titre, prévoir que le monde extérieur ne demeurerait pas immobile devant cette situation. Une assistance d'ordre militaire, sous une forme ou sous une autre, serait immédiatement fournie par les diverses factions. Au cas où cela se produirait, le monde se trouverait dans une situation de guerre espagnole confuse, avec des luttes se déroulant sur le corps prostré du Congo et se produisant à des fins nébuleuses et opposées. Comment empêcher une telle situation? Et si elle ne peut être empêchée, quelle serait son influence sur la paix et la guerre dans le monde? Point n'est besoin de parler plus en détail de cette question, car je suis certain que personne ne doute des perspectives qui s'offriraient à nous.

Tels sont les enjeux pour la population du Congo et pour les autres nations, d'Afrique ou d'ailleurs, contribuant ou non à la Force des Nations Unies. Tels sont les enjeux pour l'Organisation des Nations Unies et pour ce qu'elle représente.

Dans ces circonstances, il semble évident que l'opération des Nations Unies doit se poursuivre. Il est toutefois nécessaire d'étudier dans quelles conditions elle peut continuer. Elle ne peut pas continuer si nous devons être bousculés par divers dirigeants ou diverses factions du Congo qui pourraient également dresser contre les Nations Unies tel ou tel pays Membre ou groupe de pays Membres désireux, pour quelque raison que ce soit, de tenir l'opération sous un feu de critiques et de suspicion. Elle ne peut pas continuer si elle est affaiblie de l'intérieur par des divisions, par des retraits ou par un manque de soutien financier et matériel la privant de sa force en tant que facteur sérieux et doté d'autorité dans la situation locale. Si l'une de ces situations possibles ou, en fait, menaçantes, venait à se produire, les Nations Unies se trouveraient dans une position insoutenable. D'une part, elles seraient contraintes de rester au Congo, avec le sens de la responsabilité qui doit guider les actions de l'Organisation, tandis que, d'autre part, elles seraient réduites à une situation de passivité émasculée. L'Organisation pourrait encore empêcher le chaos complet de s'établir au Congo, mais elle pourrait être elle-même rapidement corrodée, chargée de graves responsabilités alors qu'elle serait incapable d'agir au-delà des possibilités insuffisantes qui lui seraient permises étant donné le comportement de ses propres pays Membres.

D'après certains discours prononcés devant le Conseil, un auditeur aurait pu être tenté de conclure qu'il assistait à un procès intenté à l'Organisation par ses propres Membres, le Secrétaire général et ses collaborateurs étant au banc des accusés. Ainsi, des déclarations très violentes ont été faites au sujet de la responsabilité du Secrétariat et, bien entendu, des Belges et des autres puissances étrangères qui les appuieraient. Mais on a peu parlé de la responsabilité des organes principaux des Nations Unies qui ont formulé le mandat et qui, si l'interprétation du mandat qui résulte maintenant des critiques était exacte, auraient eu au moins la responsabilité de l'énoncer explicitement, pour ne pas parler de leur responsabilité évidente, dans ces conditions, de donner aux organes exécutifs les moyens d'appliquer un mandat aussi large.

Nous n'avons pas entendu non plus, de la part de ces mêmes milieux, quoi que

ce soit à propos d'une responsabilité quelconque des dirigeants politiques du Congo. Au contraire, lorsque j'ai parlé de leur responsabilité, on a répondu que cela démontrait une attitude colonialiste. Puis-je poser la question suivante: qui fait preuve de respect pour un dirigeant politique, celui qui, comme je l'ai fait, compte sur ses capacités et, par conséquent, sur sa responsabilité - que ce soit ou non dans un sens critique - ou celui qui, comme ceux qui me critiquent à cet égard, semble considérer ce dirigeant comme échappant à toute responsabilité?

Ce serait sans importance, n'était le besoin désespéré d'une analyse calme, non politique et claire de la maladie dont souffre le Congo; sans une telle analyse comment cet organisme peut-il espérer trouver un remède? De toute évidence, la maladie ne saurait être guérie par les descriptions les plus éloquentes de tel ou tel symptôme, si l'on néglige de prendre en considération tous les facteurs, si l'on néglige aussi d'analyser les causes et les effets et, par conséquent, si l'on ne parvient jamais à une considération équilibrée des remèdes.

Avant d'indiquer dans quelle direction je vois, pour ma part, la nécessité d'agir, je voudrais mentionner certains faits qui méritent de retenir l'attention. Tout d'abord, la situation économique demeure désespérée. Il est possible, comme l'a dit un porte-parole des Belges dans une interview à la télévision l'autre jour, que la Belgique ait laissé au Congo "un portefeuille de 750 millions de dollars". Cependant, pour autant que je sache, ces moyens ne sont pas actuellement disponibles au Congo. Au lieu de cela, le Trésor demeure vide, si bien que les Nations Unies ont dû essayer de faire face aux besoins budgétaires les plus désespérés dans la mesure où c'était possible pour des raisons politiques et que la question peut légitimement être posée de savoir d'où émanent les salaires pour le Commissariat, ses conseillers et les troupes, les Nations Unies n'apparaissant pas dans le tableau d'une façon qui fournisse une explication.

Deux mois se sont écoulés avant le prétendu coup d'Etat, avec un gouvernement central fonctionnant alors sous la direction de M. Lumumba qui assumait la responsabilité. Qu'a-t-on fait? La situation s'est-elle améliorée? S'est-on, par exemple, occupé des chômeurs? Vous connaissez tous les réponses négatives. Depuis lors, trois nouveaux mois se sont écoulés et l'on peut poser les mêmes questions et obtenir, dans l'ensemble, les mêmes réponses. Aujourd'hui, nous nous trouvons en présence d'une situation dans laquelle, par exemple, de 250.000 à

300.000 personnes meurent littéralement de faim dans le Sud du Kasai, 200 personnes mourant journallement affamées. C'est là un cas extrême, mais il est significatif et il prouve que des problèmes plus grands peuvent se poser, du point de vue des droits de l'homme, que ceux qui obtiennent le plus de publicité. Toutefois, ces divers problèmes ne sont pas étrangers les uns aux autres. La responsabilité n'est pas une question de terminologie politique ou de rhétorique. C'est une question de fait et si l'on ne prend pas les faits en considération maintenant, ils n'en resteront pas moins dans l'histoire.

La question qui se pose pour les Nations Unies, dans ce cadre, est simple. Est-il moins important de venir en aide à un quart de million de personnes mourant de faim que de trouver quel est le cadre constitutionnel approprié qui permettrait formellement aux Nations Unies d'entreprendre une telle action? Cependant, je sais que si nous entreprenons cette action - comme nous devons le faire et comme nous le ferons - il est possible que nous soyons accusés de soutenir telle ou telle faction ou d'agir hors d'un mandat exigeant des consultations avec un gouvernement central qui ne fonctionne pas. J'ouvre ici une parenthèse pour informer le Conseil que j'ai demandé un rapport complet sur la situation dans le Kasai, dont je viens de parler, et que ce rapport sera distribué, pour étude immédiate, aux Membres de l'Organisation.

La deuxième question que j'aimerais évoquer est la suivante. Au cours de deux démarches en date du 8 octobre, mais qui n'ont été terminées que quelques jours plus tard, j'ai approché le Gouvernement de la Belgique et M. Tshombé. Dans mes communications, qui ont été distribuées aux Membres des Nations Unies, j'ai donné mon interprétation du paragraphe 5 a) du dispositif de la résolution du 20 septembre. Sur la base de ce paragraphe, j'ai insisté pour l'élimination des éléments politiques belges du Katanga et pour une transformation de l'assistance bilatérale de la Belgique, qui avait été demandée par les autorités du Katanga et par différentes autres personnes prétendant parler au nom du Congo, en une assistance dans le cadre de l'opération des Nations Unies.

Mon attitude a suscité, du côté belge, de sérieuses critiques. Cependant, je suis certain de la justesse de mon interprétation des intentions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Mais jusqu'à présent mes démarches n'ont pas été formellement appuyées par l'un ou l'autre de ces deux organes. J'avoue que

je n'ai pas demandé cet appui; encore faut-il enregistrer qu'il a fait défaut, lorsqu'on critique mon attitude eu égard à la Belgique.

Il y a eu d'autres commentaires. On a dit que nos démarches avaient été simplement formelles, qu'elles n'avaient pas été suffisamment poussées. Dans ce contexte - indépendamment du fait qu'aucun appui n'a été donné à mon interprétation de la décision de l'Assemblée générale - je voudrais souligner ce que j'ai dit devant la Cinquième Commission. A moins qu'elles disposent des fonds nécessaires, comment les Nations Unies peuvent-elles insister pour qu'on retire les techniciens fournis sur une base bilatérale en vue de faire face aux besoins essentiels? Comment pourrait-on demander que ces techniciens soient utilisés sous le drapeau des Nations Unies ou que ces dernières fournissent sous d'autres formes l'assistance nécessaire? Si une assistance multilatérale ne peut être fournie, il est difficile de dire à un pays que, pour telle ou telle raison politique, il ne devrait pas demander ou recevoir une assistance bilatérale qui lui est expressément offerte et dont il a grand besoin. Aussi, pour ce qui est du retour des Belges, dois-je vous rappeler aussi bien mon attitude, telle que je l'avais précisée il y a deux mois, que le fait que cette attitude n'a jusqu'à présent reçu aucun appui, formel ou économique, de cette Organisation.

On se souvient que la Belgique a transmis une note verbale contenant des commentaires du second rapport du représentant spécial au Congo. Cette note verbale fait l'objet du document S/4585. J'ai déjà dit, à propos de ce document, que je ne disposais d'aucune information de fait confirmée, pouvant intéresser ce débat, qui s'ajouterait au rapport Dayal. De toute évidence, le Secrétaire général n'est pas en mesure de se livrer à des conjectures ou d'exprimer des craintes; comme l'a souligné M. Krishna Menon, nous n'entretenez pas et ne pourrions entretenir de service de renseignements. Il me sera néanmoins permis d'exprimer l'espoir que les Belges feront preuve de la qualité la plus essentielle de l'amitié, à savoir que, dans leurs actions, ils feront passer les intérêts du Congo avant leurs propres intérêts et comprendront qu'un peuple, comme un individu, a des problèmes dans lesquels un ami sait qu'il ne doit pas se permettre de s'immiscer.

On lit in fine de la note verbale belge :

"Dans un esprit de compréhension réciproque, le Gouvernement belge a aussi proposé au Secrétaire général dans sa note du 28 octobre l'envoi d'un

envoyé spécial à New York en vue de dissiper les malentendus qui ont pu s'élever entre le Secrétaire général et le Gouvernement belge. Cette proposition est toujours valable."

L'offre demeure; contrairement à certaines rumeurs, elle n'a pas été rejetée. Mais j'ai dit que je voulais savoir sur quelle présomption un tel contact pouvait être établi. Il me semble que si c'est sur la présomption, confirmée par des déclarations du Gouvernement belge, que les Belges qui retournent au Congo le font sur la base d'arrangements individuels hors de la responsabilité du Gouvernement belge, la question posée par le retour des Belges devrait être discutée entre les représentants des Nations Unies et les autorités congolaises, non avec le Gouvernement belge. D'autre part, si, directement ou indirectement, le Gouvernement belge reconnaît sa responsabilité au sujet de ce retour, j'ai énoncé ce qui m'apparaît comme étant la ligne de principe établie par les Nations Unies en la matière. J'ai dit que mon interprétation avait été rejetée par le Gouvernement belge. Comme, de toute évidence, je ne puis discuter sur une autre base que celle établie par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, interprétée au mieux de ma compréhension des intentions, il est difficile de voir comment, sur cette présomption et dans ces circonstances, le contact suggéré pourrait être utile.

Sans rouvrir la discussion juridique, je voudrais formuler quelques observations quant à l'attitude de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur la base de laquelle fonctionne l'opération.

J'ai eu l'occasion de souligner, au cours de ce débat devant le Conseil, que ce dernier n'avait jamais expressément mentionné l'Article de la Charte sur la base duquel s'inscrivait son action au Congo. Il est significatif, en particulier, que le Conseil n'a pas invoqué les Articles 41 et 42 du Chapitre VII, lesquels prévoient les mesures de coercition et l'emportent sur les dispositions de l'Article 2, paragraphe 7, relatives à la compétence nationale. Je mentionne ceci pour expliquer pourquoi certaines interprétations exagérées du mandat de la Force sont difficiles à comprendre. Ces interprétations supposeraient, à tout le moins, que le Conseil de sécurité ait clairement décidé les mesures de coercition prévues aux Articles 41 et 42. Je rappelle ce que je déclarais à la 887ème séance du Conseil :

"Compte tenu de la limitation relative à la compétence nationale contenue dans la Charte, il faut présumer que le Conseil n'autoriserait pas le Secrétaire général à intervenir avec des forces armées dans un conflit interne lorsque le Conseil n'a pas expressément adopté des mesures de coercition conformément aux Articles 41 et 42 du Chapitre VII." (S/PV.887, page 22).

Vous vous rappellerez sans doute que personne au sein du Conseil n'a mis en doute ma position à l'époque.

Il est vrai que, dans sa résolution du 9 août, le Conseil a parlé des Articles 25 et 49 comme constituant la base de l'obligation légale qu'assument les Etats directement visés par l'action du Conseil, mais ce n'est certainement pas la même chose que d'invoquer des mesures de coercition.

Mon propre point de vue, que j'ai exprimé au Conseil, est que les résolutions peuvent être considérées comme implicitement prises en vertu de l'Article 40 et, dans ce sens, comme basées implicitement sur une position reposant sur l'Article 39. J'aimerais souligner ici que ni le Conseil ni l'Assemblée n'ont jamais appuyé cette interprétation, et qu'ils les ont encore moins inscrites dans le cadre d'une résolution. Ce qui est encore plus certain, c'est que le Conseil n'a jamais dit que nous devrions dépasser le cadre juridique de l'Article 40 et prévoir les mesures de coercition stipulées aux Articles 41 et 42. De toute évidence, l'Organisation, représentée par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, doit également considérer ses responsabilités en tant qu'organe exécutif et tenir dûment compte des limitations à son autorité, indiquées par les faits que je viens de rappeler.

J'ai déjà dit, et je dois le répéter, que les critiques exprimées au cours de ce débat ont visé particulièrement le Secrétariat, et que peu d'efforts ont été faits pour essayer de savoir sur quelle base le Secrétariat agissait ou pouvait agir et quelles étaient par conséquent les responsabilités du Conseil de sécurité lui-même. Comme les membres s'en souviendront, on a dit que les buts de l'opération avaient été déformés par moi et, à titre de preuve, on a cité les télégrammes de M. Kasa-Vubu et de M. Lumumba. Ces télégrammes m'ont forcé à agir conformément à l'Article 99. La résolution était en réponse à mes propositions et le paragraphe principal du dispositif était à toutes fins utiles une citation tirée de ma propre déclaration. Je crois que dans ces circonstances il est adéquat de demander à ceux qui parlent de déformation de bien vouloir regarder à nouveau ma proposition et de considérer que

leur signification est au moins aussi importante que celle des télégrammes qui, soit dit en passant, n'étaient même pas inscrits à l'ordre du jour.

Certains orateurs ont, dans diverses intentions, fait allusion à la discussion du mandat au Conseil de sécurité, qui se déroula sur la base de mon rapport du 12 août. J'ai peu de choses à ajouter à ce qui a déjà été dit à ce sujet par le distingué représentant de la Tunisie, mais il serait peut-être utile de rappeler que, non seulement aucun membre du Conseil n'a présenté une proposition quelconque en vue d'éclaircir les termes du mandat à la suite de la mise en question par le Congo de mon interprétation, mais que la même situation s'est présentée lors de la session extraordinaire d'urgence, et que la résolution qui résulta des débats de l'Assemblée - qui était saisie de tous les documents relatifs à la discussion au sujet du mandat - demandait au Secrétaire général de poursuivre vigoureusement son action, sans mettre en question le mandat. La résolution a été adoptée, comme on s'en souviendra, par 70 voix contre zéro et, du point de vue de l'organe exécutif, elle doit être considérée comme mettant fin à la discussion portant sur la substance du mandat en acceptant l'interprétation que j'en avais donnée. Bien entendu, ceci laisse tout membre libre de demander une révision du mandat ou une clarification, mais je crois que cela ne leur permet pas de dire que j'ai mal interprété ou déformé le mandat dans le passé.

Les membres ont également entendu des critiques concernant notre manque de courage dans la présentation des informations. Je répondrai simplement qu'il n'y a aucune information que je me suis trouvé dans l'obligation de ne pas communiquer afin de protéger le Secrétariat, mais certaines informations que je n'ai pas trouvées nécessaires de présenter au Conseil, conformément aux normes diplomatiques habituelles lorsqu'il s'agit des intérêts de différents pays membres. Nous n'appliquons pas non plus dans le cas du Congo de nouveaux règlements concernant la distribution des documents. Des documents qui n'auraient jamais été distribués dans d'autres cas, du fait de leur nature ou de leur origine, n'avaient aucune raison d'être distribués dans ce cas particulier, à moins que ceci n'ait fait l'objet d'une demande spécifique de la part d'un membre.

Je vais parler maintenant de la déclaration du représentant de l'Union soviétique que nous venons d'entendre. Comme il m'a demandé de ne pas m'en trouver offensé, je suivrai son conseil.

Le représentant de l'Union soviétique a déclaré que les Etats-Unis n'avaient nul besoin d'envoyer des troupes car le personnel des Nations Unies dans la région émanait en grande partie des pays de l'OTAN. Il éprouvait évidemment certaines difficultés du fait que les personnes occupant des postes comportant des responsabilités n'appartenaient justement pas à des pays de l'OTAN, mais il les a surmontées en parlant des personnes dépendant d'elles ou de leurs subordonnés et des possibilités d'erreurs. Je n'aimerais pas imposer au Conseil une discussion détaillée de l'Organisation au Congo, mais j'aimerais attirer son attention sur deux faits fondamentaux qui semblent avoir été négligés par le représentant de l'Union soviétique.

Le premier de ces faits, c'est qu'il s'agit de serviteurs des Nations Unies, loyaux à leur serment, qui entendent maintenir cette loyauté intégrale à l'égard des Nations Unies. Il n'est pas par conséquent question de les traiter comme des représentants d'un quelconque intérêt national, car ils n'en sont pas. Je suis fier que la majorité des membres du Secrétariat fassent preuve de cet état d'esprit et je dois, à mon regret, considérer que c'est un affront au personnel que de croire, par exemple, que quelqu'un qui a un passeport norvégien est une sorte d'émissaire de l'OTAN. Mais, évidemment, certains pays ou certaines organisations peuvent avoir des vues différentes à cet égard, et je ne serais pas surpris que l'orateur qui vient de parler néglige cette caractéristique du Secrétariat international. Je suis par contre surpris qu'il accepte comme un fait naturel la dépendance de subordonnés à l'égard des fonctionnaires responsables à un plus haut niveau. Je puis l'assurer, à cet égard, que nous avons, aux Nations Unies, établi une discipline qui s'est révélée satisfaisante bien qu'elle n'atteigne évidemment pas ce qui se fait dans certains pays.

Le représentant de l'Union soviétique a fait une référence personnelle à M. Dayal et au général Kettani. Je crains qu'ils n'éprouvent quelque surprise lorsqu'ils liront ces commentaires.

M. Zorine a également parlé en détail des brèves observations que j'ai adressées l'autre jour au représentant de Ceylan et qui, selon le représentant de l'Union soviétique, auraient démontré ma partialité. M. Zorine ne voit pas la différence entre, d'une part, le recours aux moyens - principalement diplomatiques - dont nous disposons pour prévenir une action au sujet de laquelle nous avons été

généreusement prévenus que ce que M. Zorine appelle des "autorités provinciales légitimes" entendaient, dans les quarante-huit heures, se saisir d'un millier d'otages ou plus et en exécuter quelques-uns à moins que nous ne fassions droit à certaines demandes, et, d'autre part, le recours à une initiative militaire en vue de libérer quelqu'un qui a été arrêté. Si, disais-je, M. Zorine ne voit pas cette différence, il m'est difficile de discuter, car il est alors évident que nous ne parlons pas exactement la même langue.

J'ai en outre noté avec intérêt la référence aux "autorités provinciales légitimes", compte tenu du fait que le Président provincial a été arrêté par les partisans de Lumumba. La compétence dont peuvent disposer les autorités au pouvoir, quelles qu'elles soient, est strictement limitée, en vertu de la loi fondamentale, aux activités normales de police. Peut-être un double critère doit-il être, à cet égard, appliqué à l'interprétation de la loi fondamentale.

Je puis donner l'assurance à M. Zorine que si une évacuation d'Européens a lieu dans la province orientale, ce ne sera pas au moyen d'avions des Nations Unies, car nous n'avons pas plus d'avions à cet effet que nous n'en avons dans le cas qu'à cité M. Zorine. D'une manière générale, nous disposons de très peu de moyens de transport et nous en aurons encore moins à notre disposition si certaines menaces de retrait se matérialisent.

En ce qui concerne l'observation que j'ai faite à l'intention du représentant de Ceylan au sujet des droits juridiques du Conseil de sécurité quant à la libération - je répète le mot "libération" - de M. Lumumba ou quant au désarmement des forces, ou encore quant à la réunion du Parlement, le représentant de l'Union soviétique a pris le parti d'ignorer ce que je croyais avoir indiqué très clairement et que je vais répéter, à savoir que le Secrétaire général peut utiliser et a utilisé tous les moyens diplomatiques à sa disposition afin d'obtenir des résultats conformes aux résolutions du Conseil de sécurité. Le point que j'avais relevé à l'intention du représentant de Ceylan portait sur une autre affaire : la limite des possibilités qu'a le Conseil de sécurité de décider le recours à la force militaire - c'est-à-dire de prendre une initiative militaire - afin de libérer une personne détenue sous l'autorité du chef de l'Etat, ou afin de désarmer des unités militaires placées sous les ordres du chef de l'Etat, ou encore afin de menacer d'agir ainsi en vue d'obtenir une réunion du Parlement qui devrait être réuni par le chef de l'Etat. La distinction entre le recours à la force et

le recours à la persuasion est fondamentale, et il doit être évident qu'il est impossible d'avoir une discussion utile si cette distinction est ignorée.

Inutile de dire qu'il n'y a aucune contradiction entre le "rapport Dayal" que nous avons entendu et ce qu'j'ai dit. Mais je crois qu'il ne serait pas juste d'imposer au Conseil, en ce moment, une discussion détaillée de cette question.

Permettez-moi de relever encore l'interprétation très large que M. Zorine donne manifestement au Chapitre VII de la Charte, comme peut-être son manque d'intérêt à l'égard de la Constitution lorsqu'il s'agit de la question de l'autorité du chef de l'Etat.

Une remarque encore : le représentant de l'Union soviétique a interprété l'attitude des pays qui ont annoncé leur désir de se retirer comme traduisant le désir d'éviter de "ternir leur réputation d'honnêteté". Mais que dire alors des Etats africains et asiatiques qui n'ont pas manifesté l'intention de se retirer?

Quant au reste, je ne crois pas que, dans l'ensemble, il serait conforme à la gravité de la situation ni au but que nous poursuivons dans le cadre de cette discussion, d'intervenir sur toutes les observations qui ont été faites à l'appui de la thèse selon laquelle le Secrétariat n'a pas fait son devoir. Quoiqu'il en soit, je desirais faire certaines observations spécifiques et je suis convaincu que vous attendez de moi des commentaires en la matière.

Le porte-parole de la République du Congo (Léopoldville) m'a posé deux questions directes au sujet des observations que j'ai faites samedi concernant les entraves que les conditions actuelles imposent aux Nations Unies. Afin de simplifier les choses, oublions une seconde le rôle politique que joue l'armée et permettez-moi de poser la question suivante : le représentant du Congo (Léopoldville) n'estime-t-il pas naturel qu'à partir du moment où l'armée nationale se livre à des actes hostiles à l'encontre des forces des Nations Unies - par exemple prenant l'initiative militaire en attaquant les unités de la Force alors que celle-ci agissait selon des ordres strictement conformes au mandat, se saisissant, par ailleurs, sous la menace des fusils, du matériel de la Force et s'abstenant de le restituer, même après protestations et plaintes - nous avons le devoir de nous demander si l'assistance doit continuer? Le représentant du Congo (Léopoldville) se rappellera également que non seulement le Colonel Mobutu, mais aussi certains commissaires, dans des déclarations publiques, se sont livrés

aux plus vives attaques contre la Force des Nations Unies, comme si celle-ci était un élément hostile.

Le représentant du Congo (Léopoldville) a également demandé des éclaircissements sur ce que j'ai dit au sujet du budget. Je peux me servir du même exemple. À partir du moment où l'armée, à Léopoldville, se retourne ouvertement contre les Nations Unies, comme elle l'a fait pendant un certain temps, en tout cas, et a assumé un rôle purement politique, il est difficile aux Nations Unies de justifier le versement des contributions nécessaires pour payer les salaires de cette même armée, sans aller à l'encontre de toutes les injonctions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité conformément auxquelles les Nations Unies ne doivent donner leur appui à aucune faction politique. Nous désirons utiliser tous les moyens dont nous disposons pour le plus grand bénéfice de la population congolaise, et nous le ferons; mais nous devons le faire de telle sorte que nous évitions un engagement indirect dans des problèmes domestiques qui ne nous concernent pas.

Au cours de la discussion, nous avons entendu un témoin oculaire qui se trouvait présent aux deux dernières réunions du Parlement congolais. Je me permets d'ajouter que d'autres témoins oculaires ont corroboré ses dires. Ce témoin oculaire a déclaré que, dans le hall de la Chambre des députés, il y avait quelques dizaines de soldats présents - qui étaient alors fidèles à M. Lumumba - et qui assistaient aux discussions et aux votes. Ils étaient armés de fusils, et de mitrailleuses. Au cours de cette période très tendue à Léopoldville, les troupes des Nations Unies ont été, sur demande, stationnées aux abords et à l'extérieur du Parlement afin de prévenir tout incident. Ces troupes n'ont à aucun moment empêché qui que ce soit d'entrer dans cet édifice; elles n'y ont pas davantage pénétré elles-mêmes. Après que ces deux séances aient eu lieu dans les deux Chambres, pendant deux jours, des éléments de l'armée congolaise interdirent l'entrée de l'édifice.

Parlant de certaines mesures de police, ou soit-disant telles, prises par nous et au sujet desquelles j'ai déjà dû apporter une correction, l'un des orateurs a parlé de la "logique des attitudes" des Nations Unies. En vérité, j'ose espérer qu'il existe une telle "logique des attitudes" en ce qui nous concerne, encore que dans un sens différent de celui que l'orateur avait à l'esprit. D'autre part, je

note qu'il existe aussi, dans certains secteurs, une "logique des interprétations en ce sens que tout ce qui peut être transformé en un argument en faveur de la thèse selon laquelle nous agissons conformément à certains intérêts, est monté en épingle, alors que l'on semble oublier tout le reste. Cette "logique des interprétations" va très loin lorsque par exemple, on dit que nous désirons la sécession du Katanga et que nous y travaillons, alors qu'en vérité, le fait que nous ayons envoyé au Katanga la Force des Nations Unies sous la direction centrale d'un commandement à Léopoldville - donnant ainsi la meilleure preuve de l'unité du Congo et créant les conditions propices au retrait des troupes sous commandement belge du Katanga - constitue à mon avis le coup d'arrêt le plus marqué que l'on ait pu réaliser au cours des cinq derniers mois pour s'opposer aux menées sécessionnistes au Katanga.

M. Krishna Menon, dans son discours l'autre jour, a souligné à juste titre que les situations qui se modifient peuvent demander que les mesures que l'on prend se modifient également; ce que le Secrétaire général a déclaré, il y a quelques mois, a-t-il dit, peut ne plus être ce qu'il dit aujourd'hui. Je suis certainement d'accord avec cette attitude pragmatique à condition que ce ne soient pas des principes que l'on mette en jeu. Mais tout en étant d'accord avec l'attitude de M. Krishna Menon, je vous demanderais si ceci n'est pas valable dans d'autres cas; en d'autres termes, par exemple, si ce que l'on dit au sujet d'une certaine personne en ce qui concerne sa position en juillet peut ne pas être valable en décembre? Ni en ce qui concerne l'attitude des Nations Unies, ni en ce qui concerne l'évaluation des faits quant aux actions que doivent entreprendre les Nations Unies, nous ne pouvons nous permettre aucun immobilisme. Je dis cela parce qu'il est indispensable de le faire, c'est une signification décisive quand il s'agit des politiques futures que doivent suivre les Nations Unies. De toute évidence, ces politiques doivent s'adapter aux faits, quelle que soit notre opinion sur ces faits, que nous les approuvions ou que nous les désapprouvions. Les principes demeurent intacts, mais les actions doivent traduire ces principes dans les termes de la situation qui prévaut aujourd'hui.

Où en venons-nous dans le cadre d'une telle attitude? J'essaierai de vous le dire aussi brièvement que possible. J'ai déjà exprimé mon avis en déclarant que l'action des Nations Unies doit se poursuivre, et cela est valable tant du point de vue militaire que du point de vue civil. J'ai déclaré par

ailleurs que ceci ne serait pas possible à moins que des conditions prévalent qui permettent aux dites actions de se poursuivre, sans pour autant faire que l'Organisation des Nations Unies devienne l'otage de telles ou telles factions ou puissances, ou un témoin muet devant telles ou telles actions en fait contraires aux buts des Nations Unies et susceptibles de corroder notre Organisation.

Ceci signifie qu'en dehors du cadre des résolutions adoptées, je dois faire un appel aux Membres en leur demandant de ne pas utiliser les Nations Unies au Congo comme un pion sur un échiquier, visant à poursuivre d'autres fins.

Mais par ailleurs, et à l'intérieur des résolutions adoptées, je demanderais au Conseil de sécurité d'éclaircir les termes du mandat si de l'avis de tous ses membres, il fallait étendre le cadre de ce mandat avec l'interprétation que je lui en ai donnée. Je prierai également le Conseil, ce faisant, de bien vouloir me fournir tant à moi qu'à mes collaborateurs, les moyens par lesquels ce mandat plus large pourrait être établi, en tenant compte très soigneusement des limitations imposées par la Charte en ce qui concerne l'autorité du Conseil. J'inviterai par ailleurs le Conseil à bien vouloir considérer de telles méthodes comme signifiant que les Etats Membres devraient **assumer** formellement leur part de responsabilité en ce qui concerne la politique suivie au jour le jour au Congo. Cela ne signifie pas que les opérations du Secrétaire général ou de son représentant spécial doivent être placées sous une sorte de contrôle pétrifié d'un organisme parlementaire; les conditions ne permettent pas une telle politique. Cela ne signifie pas non plus de ma part, aucune limitation en ce qui concerne les activités extrêmement utiles du Comité consultatif, dont les membres, cependant, n'ont aucune responsabilité formelle qui leur incombe quant à la politique adoptée. Cela ne signifie pas non plus qu'il doit y avoir des limites en ce qui concerne la contribution très utile que la Commission de conciliation, ou les Commissions qui l'ont précédée, ont donnée au développement d'une politique saine. Ce que **je** voulais vous dire, c'est qu'il y a des décisions à prendre au jour le jour, se rapportant à des interprétations détaillées de l'extension de notre autorité, décisions que mes collaborateurs et moi-même avons dû, jusqu'à présent et pendant cinq mois, prendre seuls. Les représentants du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale devraient prouver, au nom de l'Assemblée générale ou du

Conseil de sécurité, qu'ils sont prêts à assumer les responsabilités de ces organismes qui s'inscrivent dans l'interprétation de ce mandat.

Si le Conseil de sécurité indiquait clairement son attitude dans les termes que je viens d'indiquer et si, comme je l'espère, les pays qui ont annoncé leur intention de retirer leurs troupes voulaient reviser leur position à la lumière des nouveaux événements, je crois que nous pourrions regarder l'avenir avec une confiance accrue. Si tel n'était pas le cas, nous continuerions à faire de notre mieux aux côtés du Secrétariat, en sachant cependant que nous pourrions être affaiblis par des équivoques et que notre efficacité pourrait continuer à être réduite par une politique belliqueuse qui se manifeste à l'encontre de nos activités.

STATEMENT BY THE SECRETARY-GENERAL TO THE
SECURITY COUNCIL ON 13 DECEMBER 1960

In my statement to the Council on 7 December I said "Withdraw the United Nations Force and, it is my fear, everything would crumble, short of a substitute being created for the force from the outside, thus putting us back from denationalized multilateral assistance to bilateral assistance with all that this means." I stated as my opinion that, therefore, the imperative international reasons for the United Nations operation remained valid. In the light of later developments I feel that there is reason to elaborate on what I then said. The evaluation that follows has the full support of Ambassador Dayal and his senior colleagues in the Congo.

If the United Nations operation were, for whatever reason, now to be forced out of the Congo, I am convinced that the consequence would be immediate civil war, degenerating into tribal conflicts fought in the most uninhibited manner. And such a situation could last for years. It would also mean a complete disintegration of whatever fabric of national unity still remains, as it can be foreseen that the country would be disrupted into fragments. Of course, the economic life of the country in such circumstances would be totally paralyzed. I believe it can be safely anticipated that the outside world would not stand aside in such a situation, but that assistance of a military nature, in one guise or another, would be forthcoming for the different factions. If and when that were to happen, the world would be facing a confused Spanish war situation, with fighting going on all over the prostrate body of the Congo and pursued for nebulous and conflicting aims.

Could such a situation be contained? and if not contained, how would it influence peace and war in the world?

I need not elaborate on this point, as I am sure that nobody doubts what perspectives would be opened.

These, gentlemen, are the stakes: these are the stakes for the people of the Congo, and for other nations -- in Africa or outside, contributing to the force or not. These are the stakes for the United Nations and what it represents.

In these circumstances, it seems obvious that the United Nations operation must continue. It is, however, necessary to consider in what circumstances it can continue.

It cannot continue if it is being pushed around by various leaders and factions in the Congo, able also to activate against the United Nations this or that member country, or group of member countries, willing -- for whatever reason -- to keep the operation under a fire of criticism and suspicion. It cannot continue if it is enfeebled from within by division or by withdrawals, or by a lack of financial and material support, depriving it of its weight as a serious and authoritative factor in the local situations.

Were any one of these possible, or indeed threatening, situations to develop, the United Nations would find itself in an untenable position: it would, on the one side, be forced to remain in operation in the Congo, with the sense of responsibility which must guide the actions of the organization, while on the other hand, it would be reduced to a situation of emasculated passivity. The organization might still stop complete chaos from developing in the Congo but it might itself quickly get corroded, saddled as it would be with grave responsibilities while powerless to act beyond the insufficient capabilities open to it in view of the actions of its own member nations.

From some speeches in the Council, a listener might have been tempted to draw the conclusion that he was attending a lawsuit against the organization by its own members, with the Secretary-General and his collaborators in the dock. Thus, strong statements have been made regarding the responsibility of the Secretariat -- as well as, of course, of the Belgians and other foreign powers alleged to be supporting them. But few words have been heard about the responsibility of those major organs of the United Nations which have formulated the mandate and which, if the interpretation of the mandate now put forward from the critics were correct, would at least have had the responsibility to state it explicitly -- not to speak about their obvious responsibility, in such circumstances, for providing the executive organs with the means by which such a broader mandate could be handled.

Nor have we, from the same quarters, heard anything about any responsibility for the political leaders in the Congo. On the contrary, when I referred to their responsibility, the comments were that this showed a colonialist attitude. May I ask: who shows respect for a political leader, the one who, as I did, counts on his ability and therefore on his responsibility -- in a critical sense or not -- or the one who, like my critics in this context, seem to regard that leader as outside any consideration of responsibility?

This would be unimportant were it not for the desperate need for an unemotional, unpolitical, clear-headed analysis of the sickness from which the Congo is suffering; short of such an analysis, how can this body hope to find a remedy?

Certainly, the sickness is not cured by even the most eloquent descriptions of this or that symptom, neglecting to take all the factors into account, neglecting also to analyse the sequel of cause and effect, and therefore, never reaching a balanced consideration of remedies.

Before indicating in what direction I personally see need for action, I would like to mention a few facts which merit attention.

First of all, the economic situation remains desperate. It may be that, as a spokesman of Belgium said on a television interview the other day, Belgium left the Congo "A portfolio of \$750 million". However, to the best of my knowledge those means are not, at present, available to the Congo. Instead, the treasury remains depleted, so that the United Nations has had to try to meet the most desperate budgetary needs to the extent that this was possible for political reasons, and so the question of where salaries for the Commissariat and their advisers and the troops are financed from can legitimately be asked, the United Nations not being in the picture in a way which provides an explanation.

Two months passed before the so-called coup d'etat, with the then functioning central government under Mr. Lumumba carrying the responsibility. What was done? Were, for example, the unemployed cared for? The negative replies are known to all. Since then, another three months have passed, and the questions can be repeated -- on the whole with the same replies.

Today we are facing a situation where, for example, between 250 and 300 thousand people are actually starving in South Kasai, with an estimated 200 people dying daily from sheer starvation. This is an extreme case, but it is significant and it does show that there may be greater problems from the point of view of human rights

than those which get the greatest publicity. However, these various problems are not unrelated. Responsibility is not a question of political terminology or rhetoric. It is a question of fact, and if the facts are not seen now, all the same they will remain on record.

The question for the United Nations in this latter context is a simple one. Is it less important to bring help to one quarter of a million people who are starving than to find what the proper constitutional framework for such consultation would be as would formally entitle the United Nations to that action? Yet I know that if we take such action -- as we should and will -- we may come to be accused of supporting this or that faction, or of acting outside a mandate requesting consultation with a - non-functioning - central government. In parenthesis, I wish to inform the council that I have requested a full report on the situation in Kasai to which I have just referred, and that this report will be circulated to the members of the Organization for their urgent consideration.

A second point I wish to mention is this: In two démarches dated 8 October but completed only some few days later, I approached the Government of Belgium and Mr. Tshombe personally. In communications which have been circulated to the members of the United Nations, I gave my interpretation of operative paragraph 5(a) of the resolution of 20 September. On the basis of that paragraph, I pressed for the elimination of the Belgian political element in Katanga and for a switch-over from the bilateral assistance from Belgium, which had been requested by the authorities of Katanga and by various others claiming to be speaking for the Congo, to assistance within the framework of the United Nations operation. My stand was met from the Belgian side with the most emphatic criticism. However, I am certain of the correctness of my interpretation of the intentions of the General Assembly, and, back of the General Assembly, the Security Council. But so far my démarches have received no formal support from either of those two organs. Admittedly, I have not asked for such support, but the lack of it should be noted and on record when criticism is voiced against my policy in relation to Belgium.

The comments voiced have run along other lines. It is said that our démarches have been only formal, or that we have not gone far enough. In this context - beyond reminding you of the fact that no support has been forthcoming for my interpretation of the General Assembly decision - I would like to draw your attention to what I said in the Fifth Committee. Unless the United Nations disposes of the necessary funds, how can it insist on the withdrawal of technicians provided on a bilateral basis to meet essential needs, and claim that either those technicians should be employed under the UN flag or that the United Nations should in other forms provide the necessary assistance? If multilateral assistance cannot be provided, it is difficult to go to a country and request, for this or that political reason, that they should not ask for, or receive, bilateral assistance which is badly needed - and offered.

Therefore, regarding the question of Belgian return, I have to remind you both of my stand as made clear two months ago and of the fact that neither formally nor economically has that stand so far received any support from within the organization. Members will recall that Belgium has transmitted a Note Verbale with comments on the second Progress Report of the Secretary-General's Special Representative in the Congo. This Note Verbale has been circulated as document S/4585. I have already said, concerning this document, that I have no factual confirmed information of relevance to this debate, to add to the Dayal Report. Obviously, the Secretary-General is not in a position where he is entitled to express guesses or fears and -

as Mr. Krishna Menon pointed out - we neither do nor could maintain an intelligence service. I may, however, be permitted to express my hope that the Belgians show the first and most essential quality of friendship: that in their actions they put the interests of the Congo before their own interests, and that they realize that a people, like an individual, has problems into which especially a friend knows that he should not permit himself to intrude.

At the end of the Belgian Note Verbale it is said: "In a spirit of mutual understanding, the Belgian Government also proposed to the Secretary-General, in its note of 28 October, that a special envoy should be sent to New York to clear up any misunderstandings between the Secretary-General and the Belgian Government. That offer still stands".

That offer still stands, and it has not, as rumoured, been rejected, but I have said that I want to know on what assumptions such contact could come about. It seems to me that if it is on the assumption warranted by statements of the Belgian Government to the effect that the Belgians returning do so on the basis of individual arrangements outside the responsibility of the Belgian Government, the question raised by the Belgian return should be discussed between United Nations representatives and Congolese authorities, not with the Belgian Government. On the other hand, if directly or indirectly the Belgian Government recognizes responsibility for this return, I have set out what I understand to be the line of principle established by the United Nations on these questions.

As already recalled, my interpretation has been rejected by the Belgian Government. Since, obviously, I cannot discuss on any other basis than the one laid down by the General Assembly and the Security Council, interpreted to the best of my understanding of the intentions, it is difficult to see, also on this assumption, how in those circumstances the suggested contact could be useful.

Another point: Without reopening the legal discussion, I have to make a few observations regarding the stand of the General Assembly and the Security Council on the basis on which this operation functions.

In interventions in the course of this debate in the Council, I have pointed out that the Council has never explicitly referred to the Charter article on the basis of which it took action in the Congo. In particular, it is significant that the Council did not invoke Articles 41 and 42 of Chapter VII, which provide for enforcement measures and which would override the domestic jurisdiction limitation of Article 2(7).

I mention this as one of the reasons why some far-reaching interpretations of the mandate of the Force to which we have listened here are difficult to understand. Those interpretations would require at least that the Security Council had clearly taken enforcement measures under Articles 41 and 42.

In fact, I may recall to the Council that, at the 887th meeting, I pointed this out to the Council in the following statement: "In the light of the domestic jurisdiction limitation of the charter, it must be assumed that the Council did not authorize the Secretary-General to intervene with armed troops in an internal conflict when the Council has not specifically adopted enforcement measures under Articles 41 or 42 of Chapter VII."

No one in the Council raised any question about this statement. It is true that, in its resolution of 9 August, the Council referred to Articles 25 and 49 as the basis for the legal obligation imposed on the states concerned by the Council's action, but this is cer-

tainly not the same as invoking enforcement measures.

My own view, which I have expressed to the Council, is that the resolutions may be considered as implicitly taken under Article 40 and, in that sense, as based on an implicit finding under Article 39. But what I should like to emphasize is that neither the Council nor the Assembly has ever endorsed this interpretation, much less put such endorsement in a resolution. What is even more certain is that the Council in no way directed that we go beyond the legal basis of Article 40 and into the coercive action covered by Articles 41 and 42. Certainly, the organization, as represented by the Security Council and the General Assembly, must consider its responsibility as an executive organ to take carefully into account the limits on its authority as indicated by the facts which I have just recalled.

I said before, and I have to repeat, that the criticism voiced in this debate has been directed mainly against the Secretariat, without much effort to see what has been the basis on which the Secretariat was acting or could act and what therefore was the responsibility of the Security Council itself. As members will remember, it has been said that the aims of the operation have been distorted by me and in proof of that a quote was made from the cables from Mr. Kasavubu and Mr. Lumumba. These cables were what provoked me to action under Article 39. The resolution was in response to my proposals, and the main operative paragraph was in fact for all practical purposes a quote from my statement. I believe it is appropriate in these circumstances to ask those who talk about distortion to look again at my proposal as being at least equal in significance to the cables which, by the way, did not even figure on the Agenda.

A few speakers have, with opposite intentions, referred to the discussion of the mandate in the Security Council which took place on the basis of my report of 12 August. I have little to add to what was said on that point by the distinguished delegate of Tunisia, but it might be worth recalling that not only did no member of the Council put forward any proposal for a clarification of the mandate as a result of the challenge from the Congo of my interpretation, but the same situation was facing the Emergency Special Session, and the resolution resulting from the debate of the Assembly - which had before it all documents relevant to the discussion about the mandate - asked the Secretary-General to continue vigorously his action, without questioning the mandate. The resolution was passed, as will be recalled, with 70 votes in favour and none against, and it must be considered as concluding the debate of the substance of the mandate in favour of the stand taken by myself.

Of course, this leaves any member free to ask for a revision of the mandate or a clarification, but I believe that it does not entitle members to say that I have misinterpreted or distorted the mandate in the past.

The members have also heard criticism of our "Lack of courage to give candid information". The reply is simply that there is no information which I have felt the slightest reason to withhold in protection of the Secretariat, but some information which I have not found it in order to put to the Council, following normal diplomatic rules as regards interests of various member nations. Nor, of course, do we apply to the Congo case new rules as to the circulation of documents. Papers which would never be circulated in other cases, because of their character or because of their origin, should not be circulated in this case either, unless explicitly requested by members.

I must now turn for a moment to the statement of the representative of the Soviet Union to which we just listened. As he kindly asked me not to take offence, I shall treat it with chivalry

The representative of the Soviet Union said that there was no need for the United States to send any troops, as the United Nations staff in the area was to such a great extent from NATO countries. He obviously found some difficulty with the fact that those in responsible positions were not from NATO countries, but he got round it by talking about their dependents or subordinates and the possibility of errors. I would not like to burden the Council with a detailed discussion of the set up in the Congo, but I should like to draw attention to two fundamental facts which seem to be overlooked by the Soviet Union representative.

The first one is that servants of the United Nations who are loyal to their oath of service accept one undivided loyalty, and that one is to the United Nations. Therefore, they cannot be treated as, and are not, representatives of any national interest. I am proud of the fact that the majority of the members of the Secretariat show this single-mindedness.

And I am sorry, but I must regard it as an affront to the staff, to believe that, for example, somebody who happens to have a Norwegian passport is a kind of emissary of NATO. But different countries or different organizations may have different ideas on this point, and maybe I should not be surprised by the fact that distinguished people overlook this character of the international Secretariat.

I am more surprised that he accepts as a matter of course the dependence of the policy-making senior staff on their subordinates. I can assure him that in that respect, we, in the United Nations, have established a discipline which is satisfactory, although of course, perhaps not so far reaching as that achieved in some countries.

The representative referred in person to Mr. Dayal and to General Kottani. I am afraid that they will read his comments with some surprise.

Mr. Zorin dealt also at length with the way in which my short observation to the representative of Ceylon the other day had - according to the Soviet Representative - shown my partiality.

If Mr. Zorin does not see the difference between using the normal means at our disposal, mainly diplomatic, in order to anticipate a move about which we had, generously, been forewarned to the effect that what Mr. Zorin called "The legitimate provincial authorities" intended within 48 hours to take some 1,000 or more hostages and execute a few of them unless we met certain demands of theirs - I say, if he does not see the difference between that and the use of military initiative to liberate somebody who has been arrested, then I find it difficult to discuss, because it is then obvious that we do not speak exactly the same language.

I was also interested to note the reference to "The legitimate provincial authorities", in view of the fact that the provincial president is arrested by supporters of Lumumba and that the competence of whatever authorities remain in power there is strictly limited according to the Loi Fondamentale, to normal police activities. May it be that a double standard should in this respect be applied to the interpretation of the Loi Fondamentale?

I can assure Mr. Zorin that if an evacuation of Europeans takes place in Orientale province, it will not be by United Nations planes,

as we have no such planes available in this case, any more than we had in the case to which Mr. Zorin referred. We are very short on the transport side in general, and will be even more so for our most elementary needs if some of the now threatening withdrawals come about.

As regards the point which I made to the representative of Ceylon concerning the legal rights of the Security Council when it comes to the liberation - I repeat, liberation - of Mr. Lumumba or the disarming of the forces or the recalling of parliament, the representative of the Soviet Union chose to overlook what I thought I made perfectly clear, and I repeat that the Secretary-General can use and has used all diplomatic means at his disposal to achieve results in line with the resolutions of the Security Council. What I pointed out to the representative of Ceylon concerned another matter: the limits to the possibility open to the Security Council to decide on the use of military force - that is to say, to take military initiative -- in order to liberate a person held on the authority of the Chief of State, or to do the same in order to disarm military units under the orders of the Chief of State, or to threaten to do the same in order to enforce the convening of a parliament which should be convened by the Chief of State. The distinction between the use of force and the use of persuasion is fundamental, and it should be obvious that it is not possible to conduct a useful discussion if it is blurred.

Needless to say, there is no contradiction between the "Dayal Report" to which we listened and what I said. But I am afraid it would really not be fair to the Council to burden it with a detailed discussion of that matter at this moment. Let me end this rejoinder to the statement by noting the very far reaching interpretation that Mr. Zorin obviously puts on Chapter VII of the Charter and perhaps also his lack of interest in the Constitution when it comes to the question of the authority of the Chief of State.

One final remark. The representative of the Soviet Union interpreted the attitude of those countries who have announced their wish to withdraw as expressing the desire to avoid "soiling their good name." What about all those African and Asian states which do not intend to withdraw?

For the rest, I do not believe that it would, on the whole, be in keeping with the seriousness of the situation and with the aims of this debate to take up all the various points made in supposed support of the thesis that the Secretariat has not been doing its duty. However, there are a few specific points on which you may rightly expect me to comment.

The distinguished spokesman of the Republic of the Congo (Léopoldville) asked me two direct questions in clarification of something I said on Saturday regarding the restraint which present conditions impose on the United Nations. In order to simplify the matter, let us forget about the political role of the army and ask whether the distinguished delegate does not consider it natural that, once units of the Armée Nationale have engaged in a series of hostile acts against the UN force - taking, for example, military initiative in attacking units of that force when acting under orders strictly in line with its mandate, and further taking material belonging to the force at gun point without fully restoring it even after protests and complaints - we have to reconsider our continued assistance. He will also remember that public statements have been made not only by Colonel Mobutu but also by some of the Commissioners, containing the strongest attacks on the UN Force as if it were a hostile element.

The distinguished delegate also sought a clarification of what I said about the budget. I can use the same example. Once the

Army in Leopoldville has openly turned against the United Nations as well as taken upon itself a role in purely political respects, it would be difficult for the UN to justify contributions to the salaries of that same Army without running counter to the injunction from the General Assembly and the Security Council that the UN should not lend its support to any political faction. We want to use all the means put at our disposal for the benefit of the Congolese people, and we shall do so, but we have to do it in such forms as to avoid that this indirectly means involvement in internal problems to which we must not be a party.

We have heard in this debate an eye-witness account by one who was present at the penultimate and the last meetings of the Congolese parliament. I might note other eye-witness accounts that add to this description. These latter eye-witnesses stated that some scores of members of the ANC -- then loyal to Mr. Lumumba -- were present in the hall of the Chamber of Deputies during the debate and the voting, and were fully armed with rifles and sub-machine guns. During this tense period in Leopoldville UN troops, were, stationed, by request, next to and outside the Parliament building to prevent incidents. At no time did they prevent anyone from entering the building nor did they enter it themselves. After the two meetings had taken place in the two chambers on successive days, Congolese army elements obstructed entry to the building.

Referring to certain alleged policies and actions on our part in a manner which I have already had reason to correct, one speaker talked about a "logique des attitudes" of the United Nations. Indeed, I hope that there is such a "logique des attitudes" on our side -- although in a different sense than the one the honourable speaker had in mind. On the other hand, I note that there is also in certain quarters a "logique des interpretations", in the sense that everything that may be turned into an argument in favour of the thesis that we act in favour of certain interests is brought out while everything else is forgotten. This "logique des interpretations" goes very far when, for example, it is said that we are the ones who confirmed the secession of Katanga, whereas the truth of the matter is that the fact that we got the United Nations force into the Katanga under the central leadership of a command in Léopoldville -- thus giving emphatic expression to the unity of the Congo and creating the conditions for the withdrawal of troops under Belgian command from Katanga -- is to my knowledge the most marked setback for secessionist policies in the Katanga which has come about during these five months. Mr. Krishna Menon, in his speech the other day, made the important point that changing situations may call for a change in reactions; what the Secretary-General said several months ago, as he stated, may not be what he would say today. I certainly agree with this pragmatic attitude so long as it is not a question of principles. But agreeing with the stand taken by Mr. Krishna Menon, I would ask you if the same does not also apply in another respect, that is to say, for example, whether what was true about a certain person and his position in July may not be untrue in December? Neither as regards attitudes of the UN nor as regards the evaluation of the facts of the situation in the Congo is any immobility permissible. I say this because it is of decisive significance for the judgement of the future policies of the UN. Obviously such policies must start from the facts, whatever our attitude to those facts and however much we may disapprove or approve of them. The principles remain, but the actions must translate those principles in terms of today's situation.

Where do we get with such an approach? I shall try to state it as briefly as possible. I have already expressed my opinion that the UN operations must continue, and this is true both of the mili-

tary and of the civilian field. I have further stated that this is not possible unless conditions are maintained under which the operations can continue without making the UN a hostage of a particular factions or powers, or a dumb witness of developments contrary to the aims of the organization and therefore leading to corrosion of the Organization.

This means - outside the framework of all the resolutions - that I must appeal to members to avoid using the UN and its operations in the Congo as a pawn in games for unrelated purposes.

But further - and within the range of the resolutions -- I would ask the Security Council to clarify the mandate if it is its collective view that an extension is necessary beyond the present one, as so far interpreted, and I would ask the Council, if it does so, to provide me and my collaborators with the means by which such a wider mandate could be fulfilled, keeping carefully in mind the limits set by the Charter to the authority of the Council. I would further invite the Council to consider such arrangements as would mean that member nations would formally assume their share of the responsibility for the policy pursued from day to day in the Congo.

This does not mean that the operations of the Secretary-General or his Special Representative should be put under some kind of stultifying control of a parliamentary body: conditions do not permit such a policy. Nor does it mean, from my side, any reservations as regards the extremely useful activities of the Advisory Committee, the members of which, however, do not carry any formal responsibility for the policy pursued. Nor does it mean any reservations as to the most valuable contribution that the Conciliation Commission, or its forerunners, might give to the development of a sound policy. What I have in mind is that there are daily decisions, involving interpretations in detail of the extent of our power, which I and my collaborators have now had to take alone for five months.

Representatives of the Council or the General Assembly might well shoulder, on behalf of the General Assembly or the Council, the fair share of the responsibility of those organs for current interpretations of the mandate.

Were the Council to define its stand clearly in the respects to which I have referred, and were as I would hope - countries who have now announced a wish to withdraw to reconsider their attitude in the light of this development, I believe that we may look forward with increased confidence. Were that not to happen, we would continue to do our best on the Secretariat side, knowing, however, that we would still be weakened by ambiguities and that our efficiency might continue to be reduced by a political war waged around our activities.

eforg 1301/14

40RC100

C-2

RECEIVED

1960 DEC 18 PM 12:07

O.N.U.C.

Spec. Rep. SG	Chief of Staff	
Mil. Assist. SG	Publ. Info. Off.	
Chief Civ. Ops	Chief Aviation	
Chief Adm. Off.	WFO	PR Office
Chief Fin. Adm.	Asst. to Secy.	PR Rep.
Chief Pers. Off.	Chairman's Secy.	PR Rep.
Chief Fin. Off.	CS Fin. Secy.	WFO
Chief Proc. Off.	Chief of Staff	PR Coord. Off.
MILITARY PERSONNEL		

SL

YC7 S NY 4819/4791 18 0058Z ;

ETAT PRIORITE

ONUC

LEO ;

4308 FOR DAYAL FROM SEC GEN. TEXT OF MY STATEMENT IN GENERAL ASSEMBLY AFTERNOON SEVENTEEN DECEMBER FOLLOWS: QUOTE

THE ITEM TO WHICH THIS DEBATE REFERS IS CALLED THE SITUATION IN THE CONGO. I DO NOT BELIEVE THAT ANYBODY IS IN DOUBT THAT FOR SOME THE REAL ;

P2 ;

ISSUE MIGHT BETTER HAVE BEEN CALLED THE SITUATION IN THE UNITED NATIONS. THE DISCUSSION OF THIS QUESTION WAS OPENED IN SEPTEMBER, DURING THE GENERAL DEBATE, AND FROM THEN ON IT HAS BEEN CONTINUED, OVERTLY AND COVERTLY, IN ALL THE ORGANS OF THE UNITED NATIONS HERE ;

P3 ;

AT HEADQUARTERS. PARA THE METHODS USED IN INTERVENTIONS CONCERNING THIS QUESTION HAVE BEEN NEW TO THE UNITED NATIONS AND GIVEN THE DISCUSSION A SIGNIFICANCE GOING BEYOND THE UNDERLYING PROBLEMS OF THE ADMINISTRATIVE STRUCTURE OF THE ORGANIZATION OR OF THE RELATIVE INFLUENCE OF THIS OR THAT GROUP. THEY HAVE ;

P4 ;

DONE SO BECAUSE THEY HAVE BROUGHT US TO A POINT WHERE MANY MAY BE TEMPTED TO ASK WHETHER FACTS, OR TRUTH, OR LAW NO LONGER COUNT AND WHETHER IT IS POSSIBLE TO DEBATE WITHOUT RESPECT FOR SOME BASIC RULES OF DEBATE, AS DEVELOPED IN PARLIAMENTARY LIFE, ;

P5 ;

EITHER AS REGARDS FORM OR AS REGARDS SUBSTANCE. IF QUESTIONS REGARDING THE INTELLECTUAL INTEGRITY OF THE DISCUSSION CAN BE ASKED, IT MEANS THAT WE ARE FACING A GREAT THREAT TO

YC7 S NY 4819/A791 18 0038Z ;

ETAT PRIORITE

ONUC

LEO ;

4308 FOR DAYAL FROM SEC GEN. TEXT OF MY STATEMENT IN GENERAL ASSEMBLY AFTERNOON SEVENTEEN DECEMBER FOLLOWS: QUOTE
THE ITEM TO WHICH THIS DEBATE REFERS IS CALLED THE SITUATION IN THE CONGO. I DO NOT BELIEVE THAT ANYBODY IS IN DOUBT THAT FOR SOME THE REAL ;

P2 ;

ISSUE MIGHT BETTER HAVE BEEN CALLED THE SITUATION IN THE UNITED NATIONS. THE DISCUSSION OF THIS QUESTION WAS OPENED IN SEPTEMBER, DURING THE GENERAL DEBATE, AND FROM THEN ON IT HAS BEEN CONTINUED, OVERTLY AND COVERTLY, IN ALL THE ORGANS OF THE UNITED NATIONS HERE ;

P3 ;

AT HEADQUARTERS. FOR THE METHODS USED IN INTERVENTIONS CONCERNING THIS QUESTION HAVE BEEN NEW TO THE UNITED NATIONS AND GIVEN THE DISCUSSION A SIGNIFICANCE GOING BEYOND THE UNDERLYING PROBLEMS OF THE ADMINISTRATIVE STRUCTURE OF THE ORGANIZATION OR OF THE RELATIVE INFLUENCE OF THIS OR THAT GROUP. THEY HAVE ;

P4 ;

DONE SO BECAUSE THEY HAVE BROUGHT US TO A POINT WHERE MANY MAY BE TEMPTED TO ASK WHETHER FACTS, OR TRUTH, OR LAW NO LONGER COUNT AND WHETHER IT IS POSSIBLE TO DEBATE WITHOUT RESPECT FOR SOME BASIC RULES OF DEBATE, AS DEVELOPED IN PARLIAMENTARY LIFE, ;

P5 ;

EITHER AS REGARDS FORM OR AS REGARDS SUBSTANCE. IF QUESTIONS REGARDING THE INTELLECTUAL INTEGRITY OF THE DISCUSSION CAN BE ASKED, IT MEANS THAT WE ARE FACING A GREAT THREAT TO THIS ORGANIZATION AND ITS STATURE. POPULAR OR NOT, PROPER FOR ME OR NOT, I FEEL ;

P6 ;
THAT IT IS MY DUTY TO VOICE CONCERN. PARA FOR REASONS MADE
CLEAR TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY IN SEPTEMBER, A
CONCERTED AND CONSISTENT EFFORT HAS BEEN MADE IN ORDER TO
CREATE CONDITION FOR A RADICAL CHANGE OF THE ADMINISTRATIVE
STRUCTURE OF THE ORGANIZATION, AND, ;

P7/51/50 ;

WITH THAT IN VIEW, TO CORRODE WHATEVER CONFIDENCE THERE
MAY BE AMONG MEMBERS IN THE INTEGRITY OF ITS SECRETARIAT.
NO ARGUMENT HAS BEEN LEFT UNTRIED. IT WOULD BE VAIN TO TRY
AND MAKE A CATALOGUE OF ALL MISREPRESENTATIONS OF FACTS
TO WHICH THE MEMBERS HAVE HAD ;

P8 ;

TO LISTEN, ALL DEMANDS WHICH CANNOT BE REALIZED OR PROPOSALS
FOR WHICH THOSE PUTTING THEM FORWARD WOULD NOT BE WILLING
TO SHARE IN THE RESPONSIBILITY IN ACTION AND ALL DISTORTION
OF THE ACTIONS OF THE REPRESENTATIVES OF THE ORGANIZATION.
AND YET IF SUCH A CATALOGUE IS NOT MADE ;

P9 ;

AND EVERY POINT IS NOT DEALT WITH BY ME, YOU WILL UNDOUBTEDLY
HEAR AGAIN THAT THE CRITICISMS OF THE SECRETARIAT MUST BE

HAVE ^Y NOT BEEN COUNTERED. PARA IN SPITE OF

CORRECT AS IT ^{THEY} ₃

THIS, I WILL NOT REPEAT WHAT I HAVE SAID ALREADY ON MOST
OF THE ;

P10 ;

POINTS RAISED ALTHOUGH THE ATTACKS, TO WHICH MY OBSERVATIONS
HAVE BEEN THE REPLY, HAVE BEEN REPEATED IN THE CURRENT
DEBATE, IN THE OBVIOUS HOPE THAT BY REPETITION THEY WILL
CREATE CONVICTION. I SHALL LIMIT MYSELF TO A FEW POINTS
WHICH SEEM TO REPRESENT INNOVATIONS. PARA ;

P11/51/50 ;

P11/51/50 ;

THE DELEGATE OF THE SOVIET UNION SAID IN HIS INTERVENTION YESTERDAY THAT THE SECRETARY-GENERAL HAS BEEN ACTING AGAINST DEMANDS FOR THE CONVENING OF THE CONGO PARLIAMENT AND NOW EVEN HAS SOME DOUBTS OF THE LEGALITY OF THAT ORGAN.

THE DELEGATE HAS NO BASIS FOR SUCH A STATEMENT. THE ;

P12/51/50 ;

FACTS ARE THAT I HAVE BEEN WORKING CONSISTENTLY FOR THE RE-ESTABLISHMENT OF PARLIAMENT IN ITS PROPER POSITION AND THAT THE FLIMSY BASIS THAT MR. ZORIN MAY BELIEVE HE CAN INVOKE IN SUPPORT OF HIS SECOND ALLEGATION IS SIMPLY THAT I POINTED OUT IN THE SECURITY COUNCIL THE OBVIOUS FACT THAT ;

P13 ;

WE, THE UNITED NATIONS, CANNOT OURSELVES CONVENE PARLIAMENT NOR PUT MILITARY FORCE AS A SANCTION BACK OF A SUGGESTION TO THE PROPER AUTHORITIES TO CONVENE PARLIAMENT. PARA FURTHER, MR. ZORIN TOLD THE GENERAL ASSEMBLY THAT I HAVE ACTED AGAINST THE CONCILIATION COMMISSION. FORTUNATELY, IN ;

P14 ;

THIS CASE, THE VERBATIM RECORDS OF THE MEETINGS OF THE ADVISORY COMMITTEE ARE THERE AND 18 MEMBERS OF THAT COMMITTEE SIT IN THIS ASSEMBLY. THE RECORDS SHOW, AND THE MEMBERS CAN TELL, THAT THERE IS NO BASIS WHATSOEVER FOR WHAT MR. ZORIN SAYS. BUT THAT ;

P15 ;

IS NOT SUFFICIENT. MR. ZORIN HAS SAID IT AND IF I DO NOT HERE PRESENT EVIDENCE, SHOWING THAT WHAT HE SAYS IS FALSE, I GUESS IT IS SUPPOSED TO BE ACCEPTED AS THE TRUTH. EVEN IF I TOOK UP THE TIME OF THE ASSEMBLY WITH SUCH ;

P16 ;

A DETAILED REFUTAL, I AM SURE WE WOULD SOON HAVE THE SAME ALLEGATION REHEATED. PARA BUT MORE REVEALING THAN MR. ZORIN'S STATEMENT, AS AN EXAMPLE OF THE WAY IN WHICH THE QUESTION OF THE CONGO IS NOW DISCUSSED BY A CERTAIN GROUP, IS THE STATEMENT OF ;

P17 ;

THE DELEGATE OF HUNGARY. THE MEMBERS WILL, THEREFORE,
PERMIT ME TO GIVE IT SOME SPECIAL ATTENTION. PARA LET ME
START OUT WITH A QUOTE FROM MR. PETER'S SPEECH HERE
YESTERDAY -- A QUOTE TO WHICH I GUESS THAT A NUMBER OF
MEMBERS WILL HAVE GIVEN ALL ;

P18/51/50 ;

THE ATTENTION IT MERITS. THE DELEGATE SAID: QUOTE SPEAKING
FROM THE HUMAN AND MORAL POINT OF VIEW, IT IS ABSOLUTELY
IMPOSSIBLE TO UNDERSTAND WHAT THE PSYCHOLOGICAL MOTIVATION
MAY BE OF A PERSON'S ATTITUDE WHEN THERE IS NOT THE
SLIGHTEST SIGN OF SELF-EXAMINATION WHEN CONFRONTED WITH
AN ENORMOUSLY ;

P19 ;

GRAVE SITUATION PARTLY OR ENTIRELY PROVOKED BY ACTIONS
UNDER HIS COMMAND. UNQUOTE IT SEEMS THAT HE FEELS THAT
WE HAVE NOW REACHED THE STAGE IN A CERTAIN MODERN RITUAL
WHERE IT IS TIME FOR CONFESSION TO BE FOLLOWED BY REPENTANCE
AND JUDGMENT. PARA WITH THIS BACKGROUND OF CONCERN ;

P20 ;

ABOUT MY SUPPOSED UNWILLINGNESS TO EVALUATE THE ACTIONS
OF THE SECRETARIAT, THE DELEGATE OF HUNGARY WISHES TO HELP
ME AND PRESENTS EIGHT POINTS INDICATING OUR GRAVE OMISSIONS.
LET ME REPEAT THEM AND COMMENT ON THEM IN ORDER. PARA FIRST,
THE DELEGATE OF HUNGARY SAYS THAT AT ;

P21/51/50 ;

THE VERY BEGINNING THE SECRETARY-GENERAL DID NOT CLARIFY
IN HIS FIRST PROPOSALS TO THE SECURITY COUNCIL FOR WHAT
PURPOSE, WITH WHAT LIMITATION, HE WAS TAKING THE RESPONSIBILITY
FOR MILITARY ACTION IN THE CONGO. MAY I REMIND THE DELEGATE
OF THE FACT THAT I DID NOT ASK FOR ;

P22/51 ;

ANY POWERS BUT THAT THE RESPONSIBILITY WAS PUT ON ME BY THE SECURITY COUNCIL WHICH SUPPOSEDLY ITSELF HAD FORMED AN IDEA ABOUT WHAT WAS EXPECTED AND CERTAINLY WAS CAPABLE OF EXPRESSING IT. LET ME FURTHER REMIND HIM OF THE FACT THAT EXACTLY THOSE POINTS WHICH LATER ON PROVED CONTROVERSIAL -- ;

P23/51/50 ;

FOR EXAMPLE NONINTERVENTION AND LIMITATION OF MILITARY ACTION TO SELF-DEFENSE -- WERE MADE VERY CLEAR BY ME BOTH IN MY VERY FIRST PRESENTATION OF THE PROBLEM ON THE 15TH OF JULY AND LATER ON IN THE FIRST REPORT. THE SECURITY COUNCIL ACTED WITH THAT BACKGROUND AND THEIR ACTION MUST ;

P24 ;

HAVE INVOLVED APPROVAL OF THE PRINCIPLES I OUTLINED AS IT FORMALLY ENDORSED MY REPORT. THUS THE FIRST POINT OF THE DELEGATE OF HUNGARY HAS NO SUBSTANCE FOR THOSE WHO CARE ABOUT THE HISTORY OF THE CASE. PARA THE SECOND POINT OF THE DELEGATE OF HUNGARY IS THAT THE ;

P25/51/50 ;

SECRETARY-GENERAL, WHEN HE SUPPOSEDLY REALIZED THAT ACTIONS WITHIN THE SCOPE AS HE ORIGINALLY IMAGINED IT COULD NOT MEET THE SITUATION, DID NOT REPORT TO THE SECURITY COUNCIL NOR ASK FOR NEW INSTRUCTIONS. I BELIEVE THE MEMBERS OF THE SECURITY COUNCIL CAN CONFIRM THAT IT HAS BEEN EXACTLY ;

P26/51 ;

THE OTHER WAY AROUND AND THAT AT EVERY DOUBTFUL POINT DURING THE DECISIVE PHASES OF THIS OPERATION I HAVE BROUGHT THE MATTER BACK TO THE SECURITY COUNCIL FOR ITS CONSIDERATION. PARA THIRD, IT IS SAID THAT I DID NOT INFORM MR. KASAVUBU EARLY IN SEPTEMBER THAT THE UNITED NATIONS ;

P27/51/50 ;

COULD NOT CONTINUE ITS ASSISTANCE ANY LONGER UNLESS THE CONSTITUTION WAS OBSERVED AND, FURTHER, THAT I DID NOT INFORM THE SECURITY COUNCIL ABOUT THE ENTIRELY NEW SITUATION RESULTING FROM THE MOVE OF MR. KASAVUBU AT THAT TIME. CERTAINLY, THE DELEGATE DOES REALIZE THAT THE SECRETARY-GENERAL HAD ;

P28 ;

NO RIGHT TO THREATEN WITH A CANCELLATION OF AN OPERATION DECIDED BY THE SECURITY COUNCIL. CERTAINLY, THE DELEGATE ALSO REMEMBERS THAT MR. KASAVUBU'S STEP WAS TAKEN ON THE 5TH OF SEPTEMBER AND THAT I REPORTED IN WRITING AND ORALLY ON THE SITUATION IN THE COURSE OF THE SAME ;

P29/51/50 ;

WEEK. HOWEVER, AS IT DOES NOT FIT INTO THE PICTURE, THIS FACT IS LEFT OUT, OBVIOUSLY IN THE HOPE THAT NOBODY WILL REMEMBER OR CHECK ON THE MATTER. PARA FOURTH. THE SECRETARY-

P24 ;

HAVE INVOLVED APPROVAL OF THE PRINCIPLES I OUTLINED AS IT FORMALLY ENDORSED MY REPORT. THUS THE FIRST POINT OF THE DELEGATE OF HUNGARY HAS NO SUBSTANCE FOR THOSE WHO CARE ABOUT THE HISTORY OF THE CASE. PARA THE SECOND POINT OF THE DELEGATE OF HUNGARY IS THAT THE ;

P25/51/50 ;

SECRETARY-GENERAL, WHEN HE SUPPOSEDLY REALIZED THAT ACTIONS WITHIN THE SCOPE AS HE ORIGINALLY IMAGINED IT COULD NOT MEET THE SITUATION, DID NOT REPORT TO THE SECURITY COUNCIL NOR ASK FOR NEW INSTRUCTIONS. I BELIEVE THE MEMBERS OF THE SECURITY COUNCIL CAN CONFIRM THAT IT HAS BEEN EXACTLY ;

P26/51 ;

THE OTHER WAY AROUND AND THAT AT EVERY DOUBTFUL POINT DURING THE DECISIVE PHASES OF THIS OPERATION I HAVE BROUGHT THE MATTER BACK TO THE SECURITY COUNCIL FOR ITS CONSIDERATION. PARA THIRD, IT IS SAID THAT I DID NOT INFORM MR. KASAVUBU EARLY IN SEPTEMBER THAT THE UNITED NATIONS ;

P27/51/50 ;

COULD NOT CONTINUE ITS ASSISTANCE ANY LONGER UNLESS THE CONSTITUTION WAS OBSERVED AND, FURTHER, THAT I DID NOT INFORM THE SECURITY COUNCIL ABOUT THE ENTIRELY NEW SITUATION RESULTING FROM THE MOVE OF MR. KASAVUBU AT THAT TIME. CERTAINLY, THE DELEGATE DOES REALIZE THAT THE SECRETARY-GENERAL HAD ;

P28 ;

NO RIGHT TO THREATEN WITH A CANCELLATION OF AN OPERATION DECIDED BY THE SECURITY COUNCIL. CERTAINLY, THE DELEGATE ALSO REMEMBERS THAT MR. KASAVUBU'S STEP WAS TAKEN ON THE 5TH OF SEPTEMBER AND THAT I REPORTED IN WRITING AND ORALLY ON THE SITUATION IN THE COURSE OF THE SAME ;

P29/51/50 ;

WEEK. HOWEVER, AS IT DOES NOT FIT INTO THE PICTURE, THIS FACT IS LEFT OUT, OBVIOUSLY IN THE HOPE THAT NOBODY WILL REMEMBER OR CHECK ON THE MATTER. PARA FOURTH, THE SECRETARY-GENERAL HAS NOT COMPLIED WITH ARTICLE 99 OF THE CHARTER AS HE HAS ;

P30 ;

NOT INITIATED MEETINGS OF THE GENERAL ASSEMBLY OR THE SECURITY

P30 ;

NOT INITIATED MEETINGS OF THE GENERAL ASSEMBLY OR THE SECURITY COUNCIL AS THE SITUATION GREW MORE DANGEROUS. I WILL NOT ENTER UPON ANY CONSTITUTIONAL DISCUSSION WITH THE DELEGATE BUT HE HAS HERE PRESENTED A NEW INTERPRETATION OF ARTICLE 99, ESPECIALLY AS REGARDS THE SITUATION WHEN THE GENERAL ASSEMBLY ;
P31/51/50 ;

IS IN SESSION, FORGETTING THAT THE INITIATIVE OF THE SECRETARY-GENERAL IS SUBSIDIARY AND THAT HIS DUTY UNDER ARTICLE 99, IN THE PREVAILING SITUATION, HAS BEEN FULFILLED WHEN, BY REPORTS AND DOCUMENTATION, HE HAS FULLY PROVIDED THE MEMBERS WITH THE FACTS, GIVING THEM A CHANCE ;

P32/52/51 ;

TO JUDGE FOR THEMSELVES. PARA FIFTH, IT IS SAID THAT THE SECRETARY-GENERAL HAS OMITTED TO REPORT IN DUE TIME REGARDING SEVERAL SERIOUS ASPECTS AND AS AN EXAMPLE IT IS SAID THAT HE ONLY AT THE LAST MEETING OF THE SECURITY COUNCIL REPORTED ON THE FACT THAT IN SOUTH KASAI ;

P32 ;

SOME 200 PEOPLE WERE DYING DAILY FROM STARVATION. IF THE DELEGATE HAD ASKED ME BEFORE MAKING THAT STATEMENT, I COULD HAVE TOLD HIM THAT THIS PIECE OF DISTURBING NEWS WAS RECEIVED THE VERY SAME DAY IT WAS REPORTED TO THE SECURITY COUNCIL. PARA THE SIXTH POINT IS ;

P33/51/50 ;

THAT AS THE SECRETARY-GENERAL HAS NOT ASKED FOR NECESSARY CLARIFICATIONS OF HIS MANDATE HE HAS BECOME AN AUTONOMOUS ORGAN OF THE UNITED NATIONS, BEING HIMSELF ABOVE THE LEGAL ORGANS. I HAVE TO REFER THE DELEGATION TO THE RECORD AND TO WHAT I SAID UNDER POINT TWO: IT ;

P34 ;

JUST IS NOT SO. PARA THE SEVENTH POINT IS THAT I HAVE NEGLECTED THE VIEWS OF THE MEMBER STATES WHICH UNDERTOOK RESPONSIBILITY FOR THE SITUATION IN THE CONGO BY PROVIDING MILITARY UNITS. C.H.V.

IS IT BE THAT THE DELEGATE IS UNAWARE OF THE FACT THAT ALL OF THOSE MEMBER GOVERNMENTS ;

I FIRMLY BELIEVE IN THEIR POSSIBILITY, AND LATER IN THE POSSIBILITY OF THE COMMISSION ITSELF, TO HELP TOWARDS THE AIMS OF THE ORGANIZATION. NATURALLY, I DO, AND WILL DO WHAT I CAN FOR THAT SAME PURPOSE, BUT THE CONTRIBUTION OF THE COMMISSION AND ITS ;

P80 ;

FORERUNNERS IS AN IMPORTANT NEW ELEMENT IN OUR ASSISTANCE. PARA I BELIEVE THAT I SHOULD IN THIS INTERVENTION SAY ALSO A WORD ABOUT THE CIVILIAN OPERATION. PARA REFERENCES HAVE BEEN MADE TO THE NEED OF ASSISTING THE CONGO GOVERNMENT IN THE CIVILIAN FIELD AND OF CHANNELLING ALL TECHNICAL ASSISTANCE THROUGH ;

P81 ;

THE UN. IN THIS CONNECTION, THE REQUEST FOR THE WITHDRAWAL OF BELGIAN CIVILIANS HAS BEEN STRONGLY VOICED. THOSE WHO HAVE FOLLOWED MY VARIOUS REPORTS ON THE CONGO OPERATION WILL NO DOUBT RECALL THAT I HAVE REPEATEDLY URGED THAT PERSONNEL FOR THE CONGO SHOULD BE CHANNELLED THROUGH UN ;

P82 ;

AGENCIES AND THAT UNILATERAL AND COMPETITIVE ASSISTANCE CAN ONLY LEAD TO THE MOST UNDESIRABLE CONSEQUENCES. THIS IS A MATTER OF RECORD. PARA SOME STATISTICS MAY BE HELPFUL IN PLACING THIS PROBLEM IN ITS PROPER PERSPECTIVE PRIOR TO INDEPENDENCE, THERE WERE EMPLOYED IN THE ADMINISTRATIVE APPARATUS OF ;

P83/51/50 ;

THE CONGO MORE THAN 7,000 BELGIANS, MOST OF WHOM LEFT AFTER THE EVENTS OF EARLY JULY. AN ASSESSMENT OF THE NEEDS OF THE CONGO GOVERNMENT FOR NON-CONGOLESE STAFF, WHICH HAS RECENTLY BEEN UNDERTAKEN BY MR. GARDINER, A GHANA CITIZEN, WHO WAS FOR A WHILE SECONDED ;

FROM ECA TO LEOPOLDVILLE, INDICATED THAT THE NUMBER OF BELGIANS EMPLOYED WAS HIGH AND THAT SOME 1,800 NON-CONGOLESE WOULD BE NECESSARY TO ASSIST THE CONGOLESE IN MANAGING THEIR OWN AFFAIRS, UNTIL SOME CONGOLESE WILL HAVE BEEN TRAINED. MOST OF THESE ARE IN THE CATEGORIES OF TECHNICIANS, ;

PS5/51/50 ;

BUT ABOUT 10 PER CENT OF THOSE REQUIRED -- SOME 180 PERSONS -- WOULD HAVE TO BE ASSIGNED TO POSTS WHICH WOULD BE REGARDED AS ON THE POLICY-MAKING LEVEL, POSTS WHICH WOULD BE SUFFICIENTLY SENSITIVE TO BE FILLED ONLY BY PERSONS OF IMPARTIALITY AND UTMOST INTEGRITY, READY TO ;

P86 ;

SERVE THE INTERESTS OF AN INDEPENDENT CONGO ONLY. PARA OF THE 1,800 POSTS REQUIRED, ONLY A FRACTION ARE PRESENTLY FILLED. THE UNITED NATIONS MAINTAINS 233 TECHNICIANS, INCLUDING 76 RED CROSS PERSONNEL, AND BELGIAN TECHNICIANS ARE ESTIMATED BETWEEN 320 AND 970 SEMICOLON IT IS IMPOSSIBLE ;

PP87/51/50 ;

PRESENTLY TO SECURE MORE RELIABLE INFORMATION. IT IS EVEN MORE DIFFICULT TO STATE HOW LARGE THE NUMBER OF BELGIANS IS SERVING IN THE CATEGORY OF QUOTE POLICY-MAKING UNQUOTE POSITIONS. STAFF RECRUITED FOR THESE LEVELS BY THE UN AMOUNT SO FAR TO ONLY SOME 25. PARA IT MUST BE ;

P88/51/50 ;

OBVIOUS THAT THE LACK OF TECHNICAL SERVICES HAS A SIGNIFICANT IMPACT ON THE POLITICAL CRISIS IN THE CONGO, AND IT IS EVEN MORE OBVIOUS THAT AS LONG AS THE NON-CONGOLESE STAFF ON THE POLICY LEVEL IS NOT EXCLUSIVELY CONCERNED WITH THE FOSTERING OF THE INTERESTS OF THE CONGO, ;

P89 ;

THE POLITICAL CRISIS IS LIKELY TO BE AGGRAVATED. I NEED NOT REPEAT HERE MY DEEP CONVICTION THAT THE UNITED NATIONS CONTRIBUTION COULD BE MOST SIGNIFICANT, PROVIDED THAT THE ORGANIZATION IS WILLING TO SHOULDER, AT LEAST TEMPORARILY, THROUGH THE CONGO FUND OR BY OTHER MEANS, THE ;

P90/51/50 ;

RESPONSIBILITY FOR UNDER-WRITING ADEQUATELY THE CIVILIAN PROGRAM WHICH HAS BEEN INITIATED. IT IS NOT SUFFICIENT TO REQUEST THE WITHDRAWAL OF TECHNICIANS PROVIDED OUTSIDE THE UNITED NATIONS FRAMEWORK, IF NO STEPS ARE SUGGESTED AS TO HOW THE GAP CREATED BY SUCH WITHDRAWALS CAN BE FILLED BY THE UNITED NATIONS ;

P91 ;

ITSELF. PARA EVEN THE VERY MODEST CIVILIAN OPERATION WHICH THE SITUATION IN THE CONGO HAS SO FAR MADE IT POSSIBLE TO GET UNDER WAY COULD NOT BE MAINTAINED IN THE COUNTRY SHORT OF THE DEGREE OF PROTECTION OF LIFE AND PROPERTY ACHIEVED THROUGH THE UNITED NATIONS FORCE. BUT ;

P92 ;

THAT FORCE MIGHT HAVE TO BE DISCONTINUED, AS I HAVE POINTED OUT IN THE SECURITY COUNCIL THE OTHER DAY, EITHER BECAUSE OF POLITICAL DEVELOPMENTS IN AND AROUND THE COUNTRY OR BECAUSE OF WITHDRAWALS OF SUCH MAGNITUDE AS TO RENDER THE REMAINDER OF THE FORCE INEFFECTIVE. THUS, ;

P93 ;

A REASONABLY STABLE SOLUTION TO THE DOMESTIC PROBLEMS OF THE CONGO, THE ATTITUDE OF MEMBER GOVERNMENTS TO THE FORCE, THE MAINTENANCE OF PROTECTION OF LIFE AND PROPERTY WITHIN THE COUNTRY AND THE MAINTENANCE OF THE BADLY NEEDED TECHNICAL ASSISTANCE UNDER UNITED NATIONS AUSPICES ARE ALL LINKED TOGETHER INTO ;

P94 ;

A WHOLE OF WHICH NO ONE PART CAN BE JEOPARDIZED WITHOUT ENDANGERING ALL THE OTHERS. PARA FROM EARLY SEPTEMBER, AND EVEN MORE SO FROM THE TIME OF THE DEBATE ON THE REPRESENTATION OF THE CONGO IN THE GENERAL ASSEMBLY, THIS ASSEMBLY HAS BEEN DEEPLY DIVIDED. THIS ;

P95 ;

SAME SPLIT CHARACTERIZES ALSO THE GROUP OF AFRICAN MEMBERS. IN THE EARLIER STAGES THE OPERATION HAD THE UNANIMOUS SUPPORT OF THE SECURITY COUNCIL, THE GENERAL ASSEMBLY AND THE AFRICAN GROUP. THIS DEVELOPMENT IS NOT OF THE MAKING OF THE SECRETARIAT. 'S IT PERMISSIBLE TO OVERLOOK ITS ;

P96/32 ;

DANGEROUS INFLUENCE ON THE EFFORT OF THE ORGANIZATION TO HELP THE PEOPLE OF THE CONGO TO FIND AND BREAK ITS OWN WAY TO A SITUATION GIVING FULL SUBSTANCE TO ITS INDEPENDENCE QUERY UNQUOTE "

COL 4308 "